

Acteurs, scénarios et discours: la mobilisation en réseaux de la Biodiversité¹

*Catalina Toro Pérez**

* Professeur de L'Université Nacional - Bogotá, Colombie. Membre du groupe de recherche: "Gestión y Políticas Públicas".

¹ Cet article de recherche correspond au sujet du Chapitre IV, de ma première version (Janvier 2004) du Thèse de doctorat à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences Po) sous la direction de Pierre MULLER, intitulé: La Transformation de L'Action Publique dans la gouvernance des biens communs. Le cas de la Politique de Biodiversité en Colombie.

Recibido: Dic. - 2004
Aceptado: Jun. - 2004

“Ce Dieu multiple lui révéla que son nom terrestre était Feu, que dans ce temple circulaire (et dans d’autres semblables) on lui avait offert des sacrifices et rendu un culte et qu’il animerait magiquement le fantôme rêvé, de sorte que toutes les créatures exceptées le Feu lui-même et le rêveur, le prendraient pour un homme en chair et en os. Il lui ordonna de l’envoyer, une fois instruit dans les rites, jusqu’à l’autre temple en ruine dont les pyramides persistent en aval, pour qu’une voix le glorifiât dans cet édifice désert. Dans le rêve de l’homme qui rêvait, le rêvé s’éveilla” (Borges, 1944)

Introduction. La biodiversité: une mythologie programmée?

Selon Barthes, on est en présence d’un mythe quand, en substance, le discours mythique est récité à travers les choses et les événements en apparence les plus banals, quand l’imaginaire collectif donne une signification spéciale à des phénomènes «choisis par l’histoire», quand il existe une multitude de signifiants possibles pour rendre compte d’un même signifié. La politique de la biodiversité est un exemple de ces mythes, comme le sont la nouvelle solidarité entre le Nord et le Sud, les bénéfices des générations futures, l’humanitarisme, les «guerres

justes» et l’illusion identitaire. Comme le sont aussi les définitions de certains moments de l’histoire comme des moments critiques, la notion de crise et, finalement la protection de la biodiversité comme une idée globale qui s’appuie sur l’idée de la protection des ressources fondamentales pour la santé et l’alimentation de la planète (Elliot, 1995).

Quelle fonction remplissent ces croyances? Celle de susciter des actes légitimés globalement, de construire une société hors de l’histoire et hors de l’espace, fondement d’un au-delà immuable et parfait. La mythologie programmée (Perrot, 1999) exprime un ensemble ordonné d’images d’action sur la base d’un système de croyances socialement construites par l’imaginaire social, d’une certaine société qui cherche universaliser une idée, à partir de son histoire, pour rendre acceptable des pratiques et modes d’organisation sociale, pour le reste de la planète, orientées en fonction d’un futur présenté comme légitime et nécessaire.

Une société mythique, plus ancestrale, émerge comme nécessaire pour assurer la continuation du mythe dual entre deux mondes imaginés: celui de la «pensée sauvage» du XIX^{ème} siècle et celui de l’avenir à l’aube du troisième millénaire. Dans le théâtre des référents et des communications, entre ces deux visions stéréotypées, les médiateurs, apparaissent en tant que traducteurs des images et langages de «ceux qui savent pour aider ceux qui

ne savent pas». C'est le moment du contrôle du corps et de l'esprit des moins purs, des moins justes et des moins bons de la planète, de la part des savants. La science et la technique constituent les forces productives les plus importantes de la société du contrôle.

Repérer le lieu où se construisent les référents d'une institutionnalisation globale des formes de penser les sociétés dites ancestrales, permet de commencer une autoréflexion sur la relation entre champ cognitive et champ de pouvoir. On veut, dans cet article, montrer les origines du scénario de la nouvelle utopie pour le contrôle des tiers monde, dans la rencontre de l'environnementalisme universel, au Sommet de la Terre à Rio 92, à travers de la constitution du pacte de la Politique de la Protection Globale de la Biodiversité.

Nous voulons aussi présenter, comment la «société en réseaux», environnementaliste du premier monde, est chargé de traduire et imposer le référentiel *sécuritaire* et *identitaire* de la biodiversité, dans les sociétés dites du Sud. Mais, elle n'est pas nécessairement une nouvelle société dehors de tout souveraineté: Elle répond, au contraire, aux intérêts économiques et politiques des centres des pouvoir hégémoniques.

Sous l'argument de l'incertitude de la science et de l'aide humanitaire nécessaire pour le Tiers monde, l'accès aux ressources génétiques, l'expérimentation génétique sur les écosystèmes et

les habitants, devrait, selon elle, améliorer l'alimentation et l'environnement des pauvres. L'histoire répondra aux sceptiques mais, dans l'attente, la science doit continuer. La science et la technique, le nouveau Dieu, semblent plus que jamais liées à la domination culturelle des «experts» où une société technifiée avec une politique «scientifisée» impose et oppose la technocratie en remplacement de la démocratie (Habermas, 1973).

1. La mobilisation de la société en réseaux «The Green Web»: médiation, traduction et appropriation entre formes globales émergentes et formes de socialisations localisées

La «biodiversité» n'exprime pas seulement l'immense variété d'espèces, d'organismes ou de structures moléculaires à différent niveau et de complexité différente ou bien encore, une grande diversité de cultures, d'ethnies et de pratiques sociales «vernaculaires».

La biodiversité est, avant tout, une construction de sens qui révèle une représentation institutionnelle de l'idée d'une société planétaire reconstruite à travers d'une nouvelle bio histoire. C'est l'expression d'un système d'intervention globale, construit par les sociétés du Nord pour les sociétés du Sud dans le contexte global de la science, des cultures et de l'économie politique.

C'est aussi une nouvelle vision de monde révélée comme le nouveau *Contrat Sociale du monde*, émergeant du transcodage du temps et de l'espace, de l'avenir de la science et du passé de la culture planétaire dans la mise en scène de la *Grande Négociation* de la Biodiversité à Rio. Comme un moyen de reconnaissance aussi bien des membres exclus que des membres dominants d'une société plus globale, la biodiversité exprime aussi le moment de la lutte politique pour l'intégration ou la désintégration d'un système social mondial.

Elle révèle en particulier un nouveau mode d'intervention globale de la société en *réseaux* dans l'univers de sens des politiques publiques: la gouvernance. Cette notion, traduite de l'anglais, désigne un nouvel ensemble de procédures institutionnelles, de rapports de pouvoir et de modèles de gestion publique et privée, formels aussi bien qu'informels, qui régissent l'action publique (Hermet et Al, 1998). Dans cette perspective, les instances politiques reconnues comme l'État et les organisations internationales ne ressemblent détenir plus le monopole de la conduite des affaires publiques, car dans des sociétés de plus en plus complexes et fragmentées sur le plan culturel, spatial ou sectoriel, des mécanismes de pouvoir privés ou associatifs, comblent les carences d'un exer-

cice vertical de gouvernement. Avec l'émergence de la corporation moderne, les corporations de métiers du Moyen Age, sont évoquées à nouveau, pour son esprit de corps, d'une catégorie professionnelle, soit groupe de expression soucieux de préserver ses intérêts particuliers.

L'expression de «gouvernance globale», qui appartient au langage de la mondialisation, associe parmi ses acteurs politiques décisifs non seulement les gouvernements nationaux ou les institutions supranationales, mais également des corporations tels que des entreprises et centres des recherches. Des nouveaux réseaux de personnes, l'association entre individus y compris à l'échelle internationale, constitue une expression du pouvoir et de la redistribution des ressources qui l'accompagne.

Ces dynamiques, symbole du nouveau jeu trinitaire entre États, firmes et communautés, détournent de leur mise en ordre verticale une somme de ressources et de valeurs centralisées par les institutions politiques et contribuent à la formation d'un vaste espace horizontal et informel qui tend à modeler une nouvelle entreprise planétaire : une organisation où les intérêts de ses initiateurs sont dictés par leurs stratégies et les valeurs sont la résultante du groupe en action².

² COLONOMOS Ariel. «L'acteur en réseau à l'épreuve de l'international» dans SMOUTS Marie-Claude. *Les Nouvelles Relations Internationales*. Pratiques et théories. Paris. Presses de Science Po. 1998. p 211.

Mais la gouvernance de la biodiversité est aussi une construction cognitive, résultat de la médiation entre multiples interprétations dans la lutte pour l'imposition d'une vision du monde dans le Forum de Politiques Publiques. A partir de diverses lectures, les médiateurs, les ONG environnementalistes, aident à reconstruire les images à travers lesquelles des sociétés représentent son rapport au monde cherchant *gérer leur historicité*. Diverses représentations de la biodiversité se rencontrent dans le Forum des communautés des politiques publiques: (1) celles liées au recours au local traditionnel dans les discours pour la défense du patrimoine culturel des communautés ethniques et locales, dépositaires des connaissances, des innovations et des pratiques vernaculaires ; (2) celles liées à la nécessité de la protection globale du patrimoine commun de l'humanité de demain pour la voie de la appropriation privée des experts et (3), celles qui ont rapport aux revendications actuelles quant à la souveraineté de l'État sur son patrimoine naturel et culturel.

Sous la forme d'un schéma simple, l'opposition entre le référentiel «sécuritaire» planétaire et le référentiel «identitaire» indigène, apparaît la véritable structure fantasmatique qui soutient toute la «théorie» institutionnelle de la biodiversité. Sous l'appareil scientifique, le socle mythique affleure. Avec la biodiversité, une vision universelle de gouverner le monde s'impose sur d'autres comme un processus de transcodage de l'espace et du temps, du futur et de la tradition, du Nord et du Sud.

Le transcodage³ du référentiel sécuritaire en référentiel identitaire est mis en œuvre à travers du processus de médiation (politique et économique) qui exprime l'opposition du maître (de soi et donc, des autres) et de l'esclave (de sens et des maîtres), proche de la théorie des climats de Montesquieu, qui peut bien aider à illustrer le schéma d'argumentation:

«Les gens du Nord sont plus calmes, plus travailleurs, plus honnêtes, plus entreprenants, plus dignes de foi, plus désintéressés que les gens du Sud»⁴.

³ LASCOUMES Pierre, (1994: P 23) «Transcoder, c'est d'une part agréger des informations éparses et les lire comme une totalité. C'est aussi les traduire dans un autre registre relevant de logiques différentes, afin d'en assurer la diffusion à l'intérieur d'un champ social et à l'extérieur de celui ci ». On considérera ici que la notion de médiation peut être associée à celle du transcodage, dans le sens de l'activité que les acteurs (en ce cas précis, les ONG environnementalistes) élaborent et recommandent comme référentiel sectoriel et identitaire.

⁴ GOUREAU Pierre, «Le déterminisme physique dans *L'esprit des lois*», *L'Homme* septembre décembre 1963, p. 5–11, cité par BOURDIEU Pierre, «La rhétorique de la scientificité dans *Langage et pouvoir symbolique*», Paris, Editions du Seuil 2001, p. 332.

Dans un discours de double jeu, l'opposition entre le Nord et le Sud continue à fonctionner comme l'opposition entre des «pays développés» et les «pays en voie de développement», où l'axe Nord-Sud, transposé de l'axe Nord-Midi de Montesquieu, exalte toutes les vertus des peuples du Nord:

«Plus de confiance en soi-même, c'est-à-dire plus de courage; plus de connaissance de sa supériorité, c'est à dire moins de désir de vengeance; plus d'opinion de sa sûreté, c'est-à-dire plus de franchise, moins de soupçons, de politique et de ruses»⁵.

Dans cette figure, les dispositions relâchées des gens de la périphérie apparaissent comme une humanité soumise doublement au servage, vouée à subir la domination faute de savoir se dominer soi-même. Le discours savant en tant que vérité mythique de l'opposition entre «l'air froid que resserre les fibres et l'air chaud qui les relâche», se livre à la logique «du résumé»:

«Il ne faut pas être étonné que la lâcheté des peuples des climats chauds les ait presque toujours rendus esclaves et que le courage des peuples des climats froids les ait maintenus libres».⁶

Sous l'apparence de la science et à travers le transfert ou la traduction d'une science considérée comme plus prestigieuse, avec l'imitation mécanique de la biologie dans le domaine du social, on construit ainsi un préjugé, une imposition symbolique. La quelle supportée par la capacité des centres de pouvoir tels que les Etats-Unis et ses alliés pour combiner à la fois, son pouvoir particulier avec une théorie générale de la coordination globale expriment la matrice de sa propre histoire sociale (Panitch, 2004).

2. Le champ de la biodiversité

Le champ scientifique révèle le monde social dans lequel se produit la connaissance de la nature et le lieu où se structurent les mécanismes sociaux qui orientent la pratique scientifique. Les critères dits épistémologiques sont la formalisation de «règles du jeu» sociologiques, d'interactions, d'argumentation et de communication qui doivent être observées dans le champ (Bourdieu, 2000). Le champ de la biodiversité peut être considéré donc comme le monde social dans lequel se produit la reconnaissance du lien historique entre la science et la société et qui

⁵ Voir la comparaison qui apparaît dans le Tableau des oppositions mythiques fait par Bourdieu à propos de *L'esprit des lois*, de MONTESQUIEU, Genève, 1748; et Paris, Classiques Garnier, 2 vols., 1973. Livre XIV, chap. 2. BOURDIEU Pierre, «La rhétorique de la scientificité» dans *Science de la science et réflexivité*. P. 336.

⁶ MONTESQUIEU, *L'Esprit des lois*, livre XVII, chap. 2, cité dans BOURDIEU Pierre, «La rhétorique de la scientificité» Op. Cit., P. 339.

oriente des discours et une pratique politique particulière des modes d'interaction.

Bien que cette vision de monde émerge comme le transcodage entre des communautés «ancestrales» du Sud et «scientifiques» du Nord dans la mise en scène du mythe de la biodiversité, elle est, avant tout, structurée par la position relative dans le champ de la biodiversité des trois forums (constitué chacun de réseaux, de communautés et de regroupements d'acteurs spécifiques (Foilleux, 2001) où se constitue la reconnaissance de son importance: le forum scientifique économique, le forum de la rhétorique politique et le forum de la communauté de politique publique.

a) Le forum scientifique-économique exprime la convergence entre science et entreprise, dans laquelle la biodiversité est une construction sociale qui s'appuie sur des connaissances économiques, scientifiques et techniques. Selon cette instance, la politique doit répondre à la technique, et les problèmes de recherches industrielles et de pratiques biotechnologiques doivent être permis et légitimés par des conventions internationales. L'accent mis sur la rationalité des acteurs explique leur choix. La communauté des experts est le principal type d'acteur, celui qui maîtrise une connaissance scientifique et technique qui est en interaction avec les autres acteurs industriels, politiques et les groupes associatifs. Le discours scientifique est soumis aux lois générales de la production des

discours. C'est une production orientée par l'anticipation des profits proposés par un certain marché.

b) Le forum des communautés de politiques publiques renvoie aux débats et aux controverses à partir desquelles se concrétisent les programmes d'action politique. Les acteurs (États, Corporations, Experts) qui interviennent dans ces forums expliquent la différenciation de l'inscription du nouveau référentiel de marché selon les domaines, les secteurs et les pays et selon leur position géopolitique. Les États hégémoniques comme les États-Unis, la Grande Bretagne et la Suisse influent sur la construction de la vision prédominante face à d'autres. Certes, cela ne signifie pas que d'autres acteurs étatiques comme la Colombie, le Brésil et le Kenya ne construisent pas leur propre représentation du monde de la diversité. Mais la thèse que l'on défendra repose sur l'idée d'un processus de traduction des langages et des référentiels «identitaires» et «sécuritaires» de la biodiversité réalisée par la société en réseaux dans un champ des forces de pouvoir qui affectent la construction d'une vision du monde du social dans ces pays.

c) Le forum de la rhétorique politique, enfin, exprime une autre lecture de la construction de la réalité sociale où se modifient les termes de la rhétorique politique, dans un contexte de transition économique et politique d'émergence de nouveaux intérêts et de nouvelles revendications. Les communautés indigènes, les communautés

afro-américains, les paysans et les ONG locales appartiennent au groupe des anciens exclus des ordres institutionnels. Dans ce contexte, la biodiversité est construite comme une donnée immanente avec des forces mystérieuses qui doivent être préservées contre les menaces des fonctionnaires publics.

Les hymnes au sauvage y sont nombreux, ce que fait renaître le paganisme et le naturalisme naïf⁷. Les acteurs impliqués dans ces récits sont des acteurs mystiques, «le créateur» ou la «mère - nature» comme expression d'un ordre. Les hommes les plus «naturels», les peuples indigènes, sont considérés comme le prolongement de la Création première et les principaux bénéficiaires de celle-ci en sont «les victimes». La source des conflits réside dans les actions d'accaparement et de prédation des connaissances ancestrales et des ressources génétiques de la part des envahisseurs.

Le rôle des communautés ethniques en tant que gardiens des ces connaissances, nécessaires, pour la survie de la biodiversité comme la base de la sécurité alimentaire et de la santé de la planète, est évoqué par plus de 150 pays réunis lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. La coopération dans un monde interdépendant entre scientifiques qui planifient l'avenir et peuples indigènes, héritiers de la bio-

diversité, s'avère alors fondamentale. En conséquence, c'est à l'intérieur du champ de la biodiversité et non plus à l'intérieur des frontières nationales que le jeu du pouvoir et de l'exercice de gestion de la biodiversité se définit au profit d'une «politique mondiale»

3. Les médiateurs

Selon Pierre Muller, les médiateurs sont « les agents qui réalisent la construction du référentiel d'une politique, c'est-à-dire, la création des images cognitives déterminant la perception du problème par les groupes (...). Ils formulent le «cadre intellectuel au sein duquel se déroulent les négociations, les conflits ou les alliances qui conduisent à la décision (Muller 1998)».

Avec l'émergence des ONG, un nouveau dispositif de médiation est mis en marche dans la négociation globale entre firmes et nouvelles communautés locales. Une nouvelle intermédiation entre la société civile et le marché s'avère nécessaire dans la construction d'une gouvernance plus proche de celle exprimée dans le consensus de Washington. Le besoin de construire des options nouvelles d'action politique dans des «pays en voie de développement» ou des «États en crise» répond aux orientations des banques de l'aide au développement. Il

⁷ LASCOUMES (1994: 69), « Le transcodage naturaliste-anecdotique une source de légitimité conservationniste » dans *L'éco-pouvoir, environnement et politiques*. Editions la découverte. Textes à l'appui. Paris.

faut diminuer la taille des États pour pouvoir approcher des groupes d'intérêt vers des marchés internationaux.

On a recours à de nouvelles représentations des formes capitalistes de globalisation, ou la gouvernance des biens communs tels que la biodiversité devient le champ privilégié de confrontation avec des représentations des sociétés globalisées et de mouvements émergents localisées. *La marge de jeu des politiques publiques se situe exactement à l'intersection entre l'état des rapports sociaux et les représentations que s'en font les acteurs de sa place dans la société globale.*

Les nouveaux modes de médiation et de négociation révèlent un nouveau mode de construction des cadres d'interprétation du monde et de l'action publique. Un certain nombre de questions apparaissent. Comment les acteurs concernés réalisent-ils la construction de la politique de la biodiversité à partir de l'image cognitive qui leur est imposée dans le champ géopolitique des forces ? Si la perception du problème de la biodiversité est définie dans les divers forums et s'exprime par les référents «identitaire» et «sécuritaire», comment les médiateurs et les acteurs convergent-ils dans le processus de construction de la politique de la biodiversité lors de la «Grande négociation»? Va-t-on vers

la fin des relations internationales, au profit d'une politique mondiale dans laquelle la distinction entre États et acteurs non étatiques n'est plus pertinente⁸?

On cherchera à savoir comment le processus de médiation gère la construction du monde de la biodiversité depuis certains pays du Nord (Etats-Unis) vers certains pays du Sud comme la Colombie.

L'approche cognitive des politiques publiques et des outils de l'économie politique permet de reconnaître des cadres de pensée des acteurs qui construisent des stratégies et mobilisent des ressources dans un nouveau cadre de domination globale. Dans le cas de la biodiversité, qui sont ces acteurs? Comment construisent-ils le sens de la politique publique de la biodiversité en Colombie?

4. Le Forum scientifique-économique: le rôle des médiateurs dans le processus de traduction du référentiel «sécuritaire» vers le référentiel «identitaire»

La place et le rôle de l'expertise dans l'élaboration des politiques publiques a été un sujet dominant dans l'étude de *Policy making* européen. Dans cette étude, la transformation de l'expertise comme une ressource cen-

⁸ Cette question est posée dans les mêmes termes dans l'Introduction de l'ouvrage de Marie-Claude SMOUTS, *Les nouvelles relations internationales*, Pratiques et théories. Paris, Presses de Science Po, 1998.

trale dans la recherche d'une nouvelle gouvernance technocratique devient la principale caractéristique au détriment du suffrage universel. La gouvernance globale de la biodiversité présente des éléments qui permettent d'élaborer des cadres d'analyse similaires. Dans ce contexte, la production et l'utilisation de l'expertise sont présentées comme des réponses rationnelles à des problèmes apparemment précis.

Mais, même si l'expertise peut être considérée comme une réponse aux besoins des pouvoirs publics en quête d'informations et d'arguments, on est généralement d'accord pour considérer que cela occulte une seconde dimension, celle de son utilisation à des fins de contrôle du pouvoir. En priver des acteurs qui participent à la négociation globale de la biodiversité peut leur quitter la capacité de défendre leurs intérêts.

C'est dans ce sens que le rôle de l'expertise est central dans la représentation du référentiel sécuritaire. En termes de Saurugger, on peut parler d'une «représentation de l'expertise» qui est joué par les ONG internationales, appuyées par des centres de recherches, dans la construction et la traduction de la politique globale (Saurugger, 2002).

Les experts techniques partagent de plus en plus le pouvoir avec les autorités publiques et les élites économiques des sociétés, de sorte que les partis et les représentants politiques ont cédé la place aux groupes d'experts en biodiversité. Ce sont des biologistes, des ingénieurs spécialistes des molécules, des

ingénieurs de l'informatique que se réintègrent à l'activité politique qui sont à la base de la formation des ONG environnementalistes internationales telles que l'UICN (l'Union internationale pour la conservation de la Nature) et le WWF (*World Wild Fund*).

Dans le cadre de la gouvernance globale, ce ne sont pas toujours eux qui prennent les décisions politiques, mais ils servent de plus en plus d'intermédiaires entre des industries biotechnologiques, pharmaceutiques et agricoles, des Etats et des groupes concernés pour la politique d'accès aux ressources génétiques, par exemple des communautés indigènes.

Cela implique également que les experts jouent le rôle de «courtier qui marchandise des options politiques entre les élites politiques et les groupes d'intérêt concernés» (Saurugger, 2002). Cette nouvelle formation sociale constitue un monopole possédant des institutions internationales et économiques fortement liées entre elles. Ce qui marque une certaine dépolitisation des politiques publiques, dont le trait dominant est une forte approche «technocratique» dans laquelle les experts jouent un rôle spécifique au niveau du *policy making* supranational, que l'on peut alors caractériser comme une *gouvernance technocratique*.

5. L'Union internationale pour la gouvernance de la Nature: une mission royale pour la conservation biologique des colonies tropicales

La politique publique est un processus de médiation dans la mesure où son objet est de prendre en charge les ajustements qui peuvent intervenir entre un secteur et la société globale. En conséquence, une politique n'existe qu'à travers l'intervention d'acteurs concrets qui entrent en relation ou s'affrontent à l'occasion de son élaboration.

Les médiateurs sont les agents qui participent dans la construction de la politique publique, à travers de son intervention en différents forums et réalisent un travail de traduction entre diverses images cognitives déterminant ainsi la perception du problème qu'ont les différents groupes (Muller, 1998).

Dans le cas de la biodiversité, les médiateurs, sont à la fois la UICN (l'Union internationale pour la conservation de la Nature) et le WWF (Fonds mondial pour la Nature) dans la mesure où elles sont les traducteurs des langages entre acteurs divergents de la décision (gouvernements, entreprises, groupes ethniques). Ils servent aussi d'intermédiaires entre le Forum scientifique, le Forum de rhétorique politique et le Forum de politique publique.

Les médiateurs traduisent le «cadre intellectuel» où se déroulent les négociations, les conflits et les alliances qui mènent à la décision politique. Ce sont les créateurs de l'image cognitive qui

déterminent la perception du problème par les groupes impliqués et aident à construire le «référentiel» de la politique publique, dans la mesure où ils proviennent du Forum scientifique économique qui orientent les deux autres.

On posera l'hypothèse que les médiateurs dans l'après guerre et face aux effets désastreux de la colonisation, avaient tenté de protéger la nature dans des aires tropicales menacées du Tiers monde en Amérique latine, en Asie et en Afrique). Elles deviennent ainsi une des bureaucraties non gouvernementales, les plus formidables du Nord qui, peu à peu, s'adapteront et subordonneront les modestes mais efficaces et rentables organisations financières orientées et gérées depuis les États-Unis bien qu'elles se présentent sous l'apparence d'un consensus global.

Ces médiateurs entre pays du Nord et régions tropicales ont leur propre place dans l'histoire de la construction et de la mise en œuvre du paradigme dominant de la biodiversité et de son interaction entre des forums ethniques, économiques et politiques. Ils agissent en quelque sorte comme les nouveaux «marchands de la lumière (Bacon, 1627)», qui conduisent la politique de la biodiversité dans les majorités des pays méga divers comme la Colombie et dont l'histoire vaut la peine d'être rappelé.

6. La jeunesse de l'ordre institutionnel pour la préservation de la nature

Les mouvements de conservation de Parcs nationaux naissent aux États-Unis en 1864 avec la reconnaissance officielle de Yosemite Valley en Californie. Avec le Parc de Yellowstone surgit ne seulement la figure la plus restrictive de la préservation de la nature, mais aussi le nouveau scénario pour la «recherche scientifique...», un grand laboratoire offert par la nature.

Ce paradigme de la conservation moderne est à la base de l'histoire de l'UICN (l'Union internationale pour la conservation de la Nature) comme promoteur de l'«*unpeopled Yellowstone model*» qui allait inspirer l'établissement des Systèmes de Parcs nationaux dans les années soixante-dix en Afrique, en Europe et en Amérique latine.

Le président Roosevelt fut le premier qui inscrivit la conservation au cœur même de l'agenda international. Comme possesseur de une grande maison de campagne, chasseur et entomologiste qu'il était, il avait «une vénération spéciale pour les arbres, surtout les conifères géants, qu'il avait trouvés dans les Rocheuses» (Holdgate, 1999).

Cette vénération envers la nature, évoquait la conservation des espèces en voie de la disparition, comme l'étaient les quelques minorités indi-

gènes qui avaient survécu à l'expulsion et à l'extinction provoquées par les explorateurs et les colonisateurs anglais à l'aube de la République du XIX^e siècle. Au début du XX^e siècle, Roosevelt propose de traduire sa vénération en une Commission nationale pour la conservation de la nature, cherchant à assurer l'intégrité de la nature encore à l'état sauvage (*wilderness*) en définissant des territoires spéciaux. «La conservation est une affaire de démocratie» disait-il, «et les ressources du domaine public devraient être utilisées pour le bénéfice de tous les peuples et pas seulement pour celui des plus puissants»⁹.

Pour cela il fallait protéger des zones singulières pour la conservation de manière restrictive. Le modèle des Parcs nationaux émerge comme la réponse à la nécessité de protéger la nature contre l'action de l'homme, conçu dans ce moment là, comme coupable de la dégradation du paysage de la part des visiteurs du premier monde à la recherche de paix et de bien-être dans des sites exotiques. Cette pensée rencontra de grandes difficultés d'adaptation dans des aires à la fois protégées et en même temps habitées en Europe, où l'on pratiquait plutôt la protection du paysage dans des habitats humains et des réserves naturelles dans de petites zones.

Après la création d'une cinquantaine de réserves naturelles aux États-

⁹ SCHABECOFF. *The American environmental movement. a fierce green fire*. Shabecoff. 1993 citado por Martin Holdgate.

Unis par l'administration Roosevelt, le mouvement conservationniste devient internationale. En 1872, le Conseil fédéral suisse propose la création d'une Commission pour la protection des oiseaux, en 1895 que devienne en la première Conférence internationale où se signa une Convention souscrite par 12 pays d'Europe et les États-Unis.

En 1902, le Canada, le Mexique et les États-Unis fondent l'Association internationale de pêche et de conservation de la Nature en vue de réunir à Washington une Conférence pour la conservation internationale des ressources naturelles qui réunirait 58 pays. Cependant, le changement d'administration aux États-Unis fait que le président Taft, successeur de Lincoln, suspend l'aide du projet et demande que le leadership en soit assuré par les États-Unis, ce qui sera le cas pendant plusieurs décades. Mais ce n'est qu'en 1948 que des organisations conservationnistes de quatre pays (France, Hollande, Angleterre et États-Unis) créeront l'Union internationale pour la protection de la Nature (UIPN), dont la première assemblée officielle aurait lieu en France.

Aldo Léopold, fondateur aussi de la Société américaine de la Nature (la *Wilderness Society*), était l'un des principaux architectes du nouveau système conceptuel, influencé par la pensée systémique selon laquelle l'individu est considéré comme «un membre parmi d'autres communautés construites des parties interdépendantes». Avec cette idée d'interdépendan-

ce, les colonies africaines et asiatiques sont considérées comme faisant partie des centres de conservation de l'Europe et des États-Unis. C'est ce concept d'interdépendance que l'on reprendra à propos de la gouvernance de la biodiversité.

7. La stratégie politique internationale pour la sauvegarde des Tropiques

L'UIPN exprime bien la rencontre entre Forums politiques (rencontres entre gouvernements) et Forum scientifique qui marque la genèse et les cadres cognitifs de la politique internationale pour la conservation de la Nature. Naît en 1948, comme un ensemble d'institutions nationales devient responsable des manifestations de la vie silvestre. 18 nations, dont la France, la Hollande, le Royaume Uni et la Belgique, des monarchies anciennes et récentes, assistent à la première assemblée en tant que représentants techniques du Symposium des pays développés.

«La fascination de toutes ces autres manifestations de la vie, différentes de la nôtre, qui à travers tous les produits du même processus d'évolution, sont néanmoins un peu dans leurs propres droits, nous sont étrangères, nous offrent de nouvelles idées de possibilités de vie. Elles ne pourront jamais être remplacées si elle disparaissent, ni substituées par des produits issus de l'effort des hommes (Holdgate, 1999: 32)».

A partir de ce moment, l'UIPN se propose de poursuivre deux objectifs:

- Faciliter la coopération entre gouvernements et organisations nationales et internationales intéressées par la protection de la nature du monde.
- Recommander des actions de politique nationale et internationale pour la protection de la nature.

La nouvelle construction internationale pour y arriver devienne en une Organisation intergouvernementale et non gouvernementale à la fois (une «GONGO (Holdgate, 1999: 33)» avant l'heure), dont le caractère d'instance mixte entre gouvernements et organisations scientifiques allait faciliter le travail conjoint avec les Bureaux des Nations Unies et les toutes nouvelles ONG. Bien que la proposition faite par le *British Foreign Office* ait été bien acceptée, la dispute pour l'orientation et la direction générale exprime bien les diverses divergences entre Européens et Américains quant à sa conceptualisation.

Les premiers, en effet, défendaient l'idée d'une conservation plus intégrée qui aurait comme base la civilisation humaine, tandis que les seconds et la Grande Bretagne préféraient plutôt un contrôle strict et disciplinaire des aires de préservation d'espèces pour éviter la dégradation occasionnée par l'impact des actions des êtres humains. Mais cette confrontation de forces exprimait surtout la lutte pour le pouvoir et la domination dérivés de sa direc-

tion conceptuelle et politique quant à l'intervention sur la nature du monde «sauvage». On assistait ainsi à une sorte de nouvelle lutte entre empires pour le gouvernement et la domination du monde vert. Bien que des représentants des pays du Sud (Pérou et Argentine) aient été membres du Bureau exécutif, la direction intellectuelle de tout ce processus a de toute façon était localisé au Nord. Le premier Directeur général, de l'UICN, aussi le promoteur et directeur de l'Institut des Parcs nationaux du Congo belge, et auteur du livre «L'Afrique, la dégradation des âmes africaines sous l'influence de la colonisation» affirmait:

«L'application de la science oriente la conservation et l'écologie doit être mise au service de l'humanité comme base du développement social contre l'autodestruction de l'homme».

«...Il faut souder le minuscule noyau de naturalistes Européens et Américains, déjà convertis à la conservation dans un puissant, un constant, un mondial... réseau de "conservationnistes", de tous les catégories sociales : hommes politiques, économistes, fonctionnaires publics, écologistes pionniers, directeur d'ONG, qui se connaissent les uns les autres, échangent des documents et se portent secours les uns les autres».

Ces réunions internationales, qualifiées par certains à l'époque «d'idéalistes», mobilisent de grandes ressources budgétaires destinées à la recherche, aux publications et aux conférences internationales mais surtout à la

grande bureaucratie qui surgit alors des chasseurs, des voyageurs, des touristes et des chercheurs en route pour les lieux «exotiques» du Sud.

Il n'y a rien d'étrange à ce que 52 % du budget initial provienne de l'Amérique du Nord, surtout des États-Unis (*Old Dominion Foundation of New York* puis Andrew Mellon) et que le reste soit apporté par les États et les monarchies européennes les plus importants. La majorité des pays du Sud ne participèrent pas à cette conceptualisation du monde vert, eux qui en sont les «objets» d'étude, le grand laboratoire. Devant cet oubli, ils réaliseront en 1952 la première réunion au Venezuela, où les pays du Sud commenceront à exposer leurs visions de monde à travers de la identification des problèmes critiques à observer pour conserver des ares protégées.

«Questions relatives aux problèmes des populations humaines, dans les zones protégées:

- L'impact des centrales hydroélectriques et des grands projets de développement dans les zones de conservation.
- La disparition de la faune et la flore dans les zones semi arides du centre et du sud de l'Amérique.
- Les conflits persistants entre l'agriculture et la conservation
- Les problèmes de la préservation des espèces des îles des Caraïbes, dérivés des modèles d'urbanisation et de tourisme massif».

Les pays du Nord, soulignaient très clairement que:

«Bien que le Sud soit le principal foyer d'intérêt, que plus de questions de conservation débattues au sein de l'Union concernait le monde développé, la connaissance et l'action viennent du Nord, mais pour se rapprocher au Sud...» (Holdgate, 1999).

Bien qu'on puisse penser que l'époque de la Colonie était dépassée, la réalité montre que les conservationnistes des années soixante avaient une approche paternaliste et discriminatoire de la situation réelle des pays du Sud. On peut donc comprendre facilement que les gouvernements anglais et belges aient été les premiers à créer des Parcs nationaux dans leurs anciennes colonies à fin de exclure des populations qui y habitaient. Cette origine de la création du Système de Parcs nationaux, devienne alors en une pratique qui va s'étendre dans le monde entier grâce à l'appui de l'UICN qui surgit alors comme le Forum de la gouvernance globale de la nature.

Le Pacifique colombien en est un bon exemple de l'implantation de cette vision du monde scientifique de la conservation des tropiques. La délimitation des Parcs nationaux dans les années quatre-vingt-dix, provoque une nouvelle étape du déplacement historique des communautés noires depuis l'époque de l'Empire espagnol. Après avoir été capturés en Afrique et conduits par les Espagnols dans leurs colonies de la Nouvelle Grenade dans le XIXème siècle, ces communautés,

après l'abolition de l'esclavage lors de l'indépendance ont du émigrer vers des zones «inhabitées» dans les forêts sauvages de la Côte du Pacifique. Dans les années soixante, à l'époque des politiques d'expansion agricole, se sont a nouveau déplacés, et deviennent des travailleurs dans des forêts «nettoyées» par des récents propriétaires terriens ou bien des réfugiés dans de petits centres de colonisation situés auprès des campements d'exploitation minière et de bois.

Avec la consolidation du Système des Parc nationaux dans les années quatre-vingt-dix, ses petits villages sont à nouveau déplacés depuis que ces ares sont déclarés «de protection spéciale».

Depuis la reunion de Caracas dans les années cinquante, les experts allaient rencontrer la réponse correcte au problème de la population et au conflit dans les Zones de protection spéciales, cohérente avec le cadre cognitif de la «conservation», construit et pensé par le Forum scientifique des biologistes et des chasseurs, et qui ne saurait admettre qu'il existaient des habitants dans les dites zones. Walt Whitman aurait certainement été horrifié de ces présupposés au nom de la «science» positive. Plus de cinquante ans après la création des premiers parcs, avec la biodiversité on commence, à peine, à repenser «le problème» de l'impact de la population dans les nouvelles stratégies de conservation des Zones protégées, comme un problème qui va au-delà du contrôle de la natalité:

Mais pour les experts preservationniste des années cinquante:

«L'accroissement du nombre d'êtres humains pèse d'une manière indubitable sur les ressources naturelles exploitées à des fins de nourriture et d'autres propos...»

La croissance démographique devient alors, une menace pour l'avenir de l'humanité, donc il fallait trouver une solution pour continuer à faire croître la production sans que ce soit au détriment des ressources naturelles exploitées. Comme il n'y aurait guère d'espoir immédiat pour matérialiser une telle solution, ils décident de installer l'idée du contrôle des naissances.

Le fait que le problème de la population était vu comme un problème de contrôle de la natalité dans cette gouvernance environnementale nouveau-né obéissaient à une conception politique claire. En effet, le rôle de l'UICN était le support des États quant à l'orientation et au développement des politiques de conservation, conçu comme dépendantes d'un système vertical, centralisé et disciplinaire qui avait pour fonction la préservation de l'intégrité des ressources naturelles. En Colombie ce support prend forme en 1969 avec le Statut forestier, et en 1971 avec le Statut des Parcs nationaux, tous développés par l'ancien INDERENA (Institut national des ressources naturelles non renouvelables), un institut rattaché au ministère de l'agriculture créé en 1968 et chargé de la préservation des zones considérées comme «spéciales».

La préservation y était « assurée » grâce à un système de contrôle et de défense dont sont chargés ses « gardes parc », émules des gardes forestiers américains. Mais qui, au lieu des solides structures administratives, financières et de recherche dont disposent ces derniers, devaient, eux seuls, et avec de maigres ressources à la fois gérer les Parcs et représenter l'État dans territoires qui constituaient le 10% du territoire national (174 km²) (1/3 de la France 543.965 km², quatre fois la Suisse 41.285 km²) La mission de « protéger la nature » qui leur échoit n'était pas sans risque même s'ils la remplissaient avec un grand mysticisme, si l'on considère qu'ils avaient à leur charge des zones plus étendues que des départements européens, et dont les populations marginalisées, indigènes, afro-américains, qui représentaient près de 02% de la population colombienne, étaient exclues depuis longtemps de l'action de l'État en matière de santé, d'éducation, de développement ou encore des politiques de lutte contre la pauvreté.

Ces zones spéciales, interdites ou plutôt abandonnées aussi bien par le secteur public que par les gouvernements territoriaux et locaux, devaient être en tant que Parc naturel national, dirigés seulement par « walkie-talkie » depuis l'État central, à Bogotá en l'occurrence à la Direction des Parcs nationaux de l'INDERENA devenue en 1995 l'Unité autonome des Parcs nationaux, chargé de gérer les ressources provenant de la coopération inter-

naionale. Depuis son siège, le directeur de parcs (connu pendant des années sous le sobriquet de « Lord Mountbatten »), avait comme fonction la régulation de l'accès des fonctionnaires internationaux, des consultants scientifiques et des touristes internationaux spécialisés dans les Parcs aménagés à cet effet (seulement 3 Parcs - Gorgone, Amacayacu, Tuparro- sur 45 étaient aménagés pour cet usage). La majorité des zones protégées allaient finir par se dégrader, et deviennent en zones de conflit armé. Lointaines et méconnues de la plupart des habitants du pays, elles étaient connues des dirigeants du mouvement international en faveur de l'environnement qui essayèrent d'y tester, depuis leurs bureaux des Etats-Unis ou d'Europe, différentes formules de conservation qui allaient depuis les plus restrictives jusqu'aux plus intégrées de développement rural, rarement essayées. Leur distanciation de la problématique environnementale des centres urbains et du monde rural isolait leur action de protection du patrimoine naturel du pays. Comme on le verra, la population n'allait avoir aucune existence « officielle » dans les programmes de conservation de la nature en Colombie jusqu'à la naissance de la biodiversité dans les années quatre-vingt dix.

8. La rhétorique scientifique et la médiation internationale dans la conservation de la nature

Ce n'est qu'à partir de 1968 que le monde scientifique de la biologie commença à prendre en compte le bien-être de l'homme dans un programme international. Waddington, président de l'Union internationale des sciences biologiques, propose alors de considérer l'intérêt économique et social de l'humanité.

Sous le slogan de «l'homme modificateur de l'environnement avec la plus grande efficacité possible» et l'inclusion du discours du développement durable dans l'institutionnalité environnementale, surgit un débat entre partisans du préservationnisme d'un côté et ceux qui défendaient l'écologie scientifique de l'autre:

L'UICN d'une part, défendait la vision preservationniste à travers des réseaux internationaux de parcs afin de préserver les zones d'importance biologique pour le développement scientifique de l'humanité. Des accords avec la *British Nature Conservancy* pour créer le *World Data Book of National Parks and Protected Areas*, ainsi que la série *Biotic Provinces of the World*, dirigée par le professeur Miklos Udvardy de l'Université de Californie, expriment la vision de l'époque.

La division des ressources naturelles de l'Unesco, d'autre part, avec l'appui de la FAO et la direction de l'expert français Michel Bâtisse pro-

posaient encourager un accord de coopération scientifique internationale pour l'usage rationnel et la conservation des ressources de la biosphère, en intégrant l'Homme et la Biosphère (stratégie dite «MAB» pour *Man and Biosphère*). Dans l'esprit de ses promoteurs, une nouvelle Conférence d'experts pourrait articuler l'étude de la triade: conservation, recherche scientifique et développement économique, en embrassant tout le spectre terrestre y inclus les écosystèmes côtiers et continentaux, les zones polaires et tropicales et les zones plus ou moins développées. Ce la impliquait aussi un regard vers «l'intérieur» des actions des pays développés dont les impacts affectaient la conservation de la nature dans le Tiers monde. Cette manière de pensée remettait en question le modèle de la conservation stricte et au même temps du développement civilisateur imposé sur toute la planète, qui imposaient «l'exclusion» de la population locale.

Pour les dirigeants de l'UICN, une telle pensée, impliquait modifier le concept de coresponsabilité internationale et, en conséquence, l'orientation et l'utilisation des ressources économiques. Il revenait en effet moins cher de continuer à appuyer essentiellement des conférences bureaucratiques d'appui aux consultants internationaux pour la création de systèmes de Parcs nationaux dans les zones tropicales des pays en voie de développement sans trop s'interroger sur les problèmes qui s'y passaient, ce qui permettait en outre

d'éviter l'analyse des problèmes qui surgissaient des paradigmes et des pratiques que s'y appliquaient. La divergence fondamentale sur le gouvernement des « autres » était telle que l'UICN et le WWF (*World Wild Fund*), créé plus tard, avaient commencé à prendre leurs distances vers les activités de l'Unesco et la FAO comme exécutrices de projet de développement, marquant ainsi jusqu'à la fin des années quatre-vingt la séparation de la préservation de l'écologie scientifique.

On trouve en Colombie deux exemples du débat de l'époque entre les partisans de la préservation et ceux du développement durable. Le premiers défendaient l'imposition « *depuis en haut* » d'un modèle de conservation (celui de l'UICN) dans le cas du Parc national naturel de la Sierra Nevada de Santa Marta, dans les années soixante dix, modèle qui excluait et ignorait la population. Le second va à voir avec le processus de sélection de la Réserve de biosphère de San Andrés y Providencia par l'Unesco « *depuis en bas* » (l'an 2,000) comme une interprétation locale « native » du discours global de la conservation et du développement.

Le premier cas, a dénomination de parc qui faisait l'Institut de Ressour-

ces Naturelles,INDERENA, guidé par les orientations de l'UICN ne reconnaissait pas les visions du monde des habitants de la Sierra Nevada, par rapport à l'organisation de leur territoire. Il s'agissait d'environ 32.000 membres des cultures Kogi, Arhuaca, Wiwa et Kankuano (Rodriguez, 2000), descendants des Taironas.

La déclaration comme Parc National de la Sierra Nevada¹⁰, la « plus haute montagne côtière du monde » (5,648 m à 46 km de la Côte des Caraïbes), située à l'interface entre la Cordillère des Andes et la région biogéographique côtière des Caraïbes, signifiait une démarcation restrictive pour le déplacement des communautés indigènes. Dans une zone que communiquait les sites sacrés de la haute montagne et les basses terres et les côtes, la partition en deux réserves différents, signifiait fractionner le territoire et restreindre l'accès à plus de 150,000 paysans et 1, 500,000 habitants des villes dans une superficie de 17,000 km² (un tiers de la Suisse) répartie entre 4 départements différents.

Mais, cette déclaration signifiait aussi, une forte attraction pour l'investissement international. Pendant les deux dernières décades, la Sierra Nevada, était convertie en l'une des sites le plus importants en Amérique

¹⁰ Le massif montagneux de la Sierra Nevada de Santa Marta, une écorégion que rassemble 14 communes de trois départements, deux parcs naturels et deux *resguardos* indigènes, est entouré par de grands domaines d'élevage extensif de bétail et de production bananière. Possède en effet, en plus de paysages fort beaux, 35 sources d'eau, 14 des 635 espèces d'oiseaux et l'un des habitats d'espèces uniques au monde aux côtés des écosystèmes des *Paramos Andins*.

Latine pour les investisseurs de la conservation de la nature, provenant aussi bien de l'Union européenne, que de la Banque Mondiale a travers du GEF¹¹, de l'UICN, de la USAID des Etats-Unis. Gérée par une seule organisation non gouvernementale, la Fondation Pro Sierra, fondée en 1986, dont le principal promoteur, membre de l'UICN, serait nommé plus tard, ministre de l'environnement (1998 et 2002), devient la médiatrice entre les organismes de coopération internationale et des communautés indigènes locales. Avec une technocratie fort rentable très rapprochée aux grandes ONG, elle commençait à provoquer une grande résistance de la part des communautés indigènes. Obligée à travailler en dehors du territoire indigène car la population locale commençaient à l'accuser de les manipuler et utiliser, ce n'est qu'en 2001 qu'elle entamera un processus de concertation avec les autorités indigènes organisées (au risque de perdre les ressources de coopération).

Le rôle du CTC (le Conseil territorial indigène des *cabildos*), qui représente quatre organisations indigènes de la Sierra a été fondamental dans l'affrontement entre les politiques internationales, nationales et celles des ONG pour modifier les objectifs et les grandes lignes des «stratégies de conservation».

On peut dire qu'il s'agit certes d'une action assumée par une organisation «sans but lucratif» qui agit au nom de la société civile, mais, qui est en même temps articulée à une organisation internationale, cherche à la fois, fournir de l'information scientifique aux ONGs globales et en même temps, sensibiliser les habitants hétérogènes de la Sierra sur leurs problèmes, en conservant un grand budget monétaire, ce qui provoque des effets contradictoires sur le territoire. Il s'agit en effet d'un processus qui, au-delà de chercher la conservation biologique et culturelle, ou bien de accompagner la construction d'un réseau social local, engendre un processus d'imposition d'une vision du monde fort éloignée de celle de ses habitants.

L'action combinée des excès d'une structure presque calquée sur celle de la Monarchie anglaise dans ses colonies (reproduite plus tard par le modèle «Yellowstone»), l'affaiblissement de la structure publique et l'absence d'une gestion territoriale intégrée, provoque finalement l'envers d'une politique publique de conservation de la nature: l'abandon du rôle de l'Etat, pour une figure de gestion non gouvernementale fantasme, qui provoque l'accélération des processus de déboisement, la crise alimentaire ainsi que la fracture du tissu social et la absence

¹¹ Les programmes GEF «à taux plein» suivent les politiques opérationnelles de la Banque mondiale, au cas présent celui en vigueur pour les peuples indigènes (OD. 420), étant donné que la Sierra est située sur des territoires indigènes.

de la légitimité de l'action publique dans ces régions.¹²

La Réserve de la biosphère la plus récente et la seule promue et conçue par ses habitants est la *Seaflower Reserve* qui se trouve dans l'Archipel de San Andrés y Providencia dans la Mer des Caraïbes (une zone terrestre et maritime de 378,000 km² qui représente presque 30 % du territoire colombien). Il s'agit d'une Réserve qui coïncide avec l'idée originale de Bâtisse, mais qui présente aussi son originalité, résumée bien dans ce principe: «une Réserve de la biosphère- RB ne saurait surgir contre la société concernée sinon avec elle et pour elle (Coralina, 1997-1998)».

La RB représentait pour la population des îles «un nouveau réveil», une alternative à la pauvreté attaché au modèle de développement urbaine qui avait provoqué la dégradation de l'environnement et la surpopulation. (80,000 habitants habitaient en 42 km²). Selon ses promoteurs, sa nomination signifiait «un effort collectif entre scientifiques, planificateurs, administrateurs et populations locales»

dont les bénéfices dépendraient de leur participation active et de leur gestion et, en même temps, de pourraient permettre «la récupération et la préservation de la culture native» et le renouvellement de l'administration publique.

Il faut noter que cette représentation «alternative» surgit comme une réponse à un violent processus de «colombianisation» qui avait conduit à imposer un modèle de développement «urbain» dans un écosystème insulaire, ainsi comme la religion catholique et la langue espagnole, imposée par une élite politique et économique «continentale» qui y avait importé aussi ses pratiques de corruption et de discrimination raciale.

Dans ce contexte, les organisations communautaires des habitants «natifs» interprètent la grammaire globale environnementale comme l'issue vers une reconstruction sociale et politique. Elles demandent donc au programme MAB de l'Unesco, à travers les ministères colombiens de l'éducation et de l'environnement, d'être reconnues comme Réserve de la biosphère, en entendant celle-ci comme un

¹² La figure du Parc national, représenta pour ses habitants pendant longtemps le confinement de son territoire, la marginalité, la pauvreté et le conflit et, pour plusieurs des chefs de parc, mystiques et solitaires dans ces zones très étendues, et conflictuels, le sacrifice de leurs vies. La Sierra Nevada, est devenu un vrai champ de bataille pour les groupes d'autodéfense, les guérillas et les forces régulières de l'Armée. Selon le journal *El Espectador* (21 septembre 2003, page 3A), 44 indigènes de la communauté Kankuamo y ont été assassinés en 2003, convertis en objectif militaire dans une région où la coca, la *guaquería* (pillages de tombes), la contrebande, les rapt et l'extorsion font partie du décor permanent, aux côtés de courtiers, de fournisseurs et autres trafiquants de drogues ou protecteurs de cultures illicites.

«programme pour affronter la crise¹³» économique, politique et sociale de l'Archipel, en s'appuyant sur la nouvelle loi cadre sur l'environnement. Pendant une décade, à travers des processus de participation citoyenne, elles commençaient à construire un modèle de résistance au modèle de «développement» et de marginalisation auquel ils étaient soumis pendant des siècles. En cherchant un aménagement social marin et côtier différent ils voulaient confronter le modèle de contrebande libre et de corruption que signifiait presque un demi-siècle d'échange clandestin de marchandises, d'armes, de drogues licites et illicites sans toute la partie occidentale des Caraïbes.

Ces deux exemples montrent bien les diverses manières dont se mettent en place les figures de «conservation scientifique» dans les pays tropicaux. On pourrait dire que c'est le produit des bonnes intentions des forums scientifiques internationaux, des gouvernements, des monarchies et des organisations intergouvernementales du Nord. Mais ces processus d'apprentissage laissent plusieurs leçons : s'il n'y a pas de transformation dans les processus de décision publique, il y a une forte chance que les aides continuent de terminer dans la poche de la bureaucratie internatio-

nale et des directeurs des ONG qui n'ont de compte à rendre à personne. Ce comportement affecte les rapports sociaux du territoire et entraîne des confrontations violentes entre ses habitants et contre l'Etat.

Dans le premier cas, on peut voir comme l'Etat impose, de manière arbitraire et à travers des médiateurs non gouvernementaux, une figure de conservation «scientifique» qui, à la fois, exclut, discrimine et confine la population qui y habite en l'obligeant à respecter la délimitation territoriale qu'impose le caprice des fonctionnaires publiques. Ils laissent un espace pour que des organisations privées occupent la place de l'administration publique en excluant aussi la faible institutionnalité locale (maires, gouverneurs). Dans le second cas, on peut voir comment le forum scientifique, à travers les médiateurs intellectuels, renforcent les organisations sociales quant à leur inclusion dans les processus de décision et de restructuration des formes d'organisation administrative, générant ainsi de nouvelles formes institutionnelles.

¹³ *El MAB: Programa para afrontar la crisis*. Pp. 9. Dans: **Revista 360 grados**. Una visión global para entender los problemas ambientales que afectan nuestro pequeño rincón del Planeta. CORALINA. Corporación para el Desarrollo Sostenible del Archipiélago de San Andrés, Providencia y Santa Catalina. Solidaridad con las futuras generaciones. MAB.UNESCO.

9. Un nouveau scénario de médiation globale: l'émergence de la gouvernance de la biodiversité

«Les États-Unis encourageront la conservation mondiale de la nature sauvage, en particulier des espèces qui se font rares» (Holdgate, 2000).

Dans la crise du paradigme preservationniste de la UICN, une nouvelle paradigme economiciste pour la gouvernance de la nature s'installe. Avec le renforcement du Fonds mondial pour la Nature (WWF), la rencontre entre promoteurs économiques et scientifiques se consolide dans une écologie économique. Il s'agit d'une nouvelle économie naturelle dans un système économique modernisé, où budget, rendement, consommateurs, possesseurs, efficacité, producteurs et exclusion deviennent les termes nouveaux pour aborder l'environnement et répondre aux critiques du modèle des zones protégées.

«L'objet du Fonds est de collecter et de distribuer des fonds à travers d'organismes internationaux, nationaux ou individuels pour la conservation de la faune mondiale, de la flore, de forêts, de paysage, de sources et d'autres ressources naturelles grâce à l'acquisition et la gestion de territoire, la recherche, l'éducation à tous les niveaux, l'information et la publicité, la coordination d'efforts, la coopération avec d'autres parties intéressées et d'autres mesures appropriées...».

Le prince Philippe d'Edimbourg devient son premier Président, avec

l'appui des fonctionnaires américains, qui seraient nommés en tant que administrateurs du WWF, tous liés à l'UICN, comme le directeur de l'*US Fish And Wildlife Services*, l'ex-Secrétaire à l'éducation de l'Indiana, Pink Gutermuth, (créateur de 500 clubs de conservation), deux anciens membres de la Cour des impôts des Etats-Unis, Hall Coollige (principal pont entre les Etats-Unis et l'UICN) et Russel Arundel (créateur de la Fondation pour la vie sauvage en Afrique, plus tard président de la Fondation pour la conservation à New York et ancien chasseur et participant de safaris en Afrique). (Holdgate 2000).

Toute cette bureaucratie, était née sous le prétexte de surmonter les problèmes de orientation intellectuel et de déficit économique de l'UICN. Mais, surtout elle rentra à remplacer l'ancien cadre International de construction des politiques de la nature. Le Fonds Mondiale, WWF, devient alors une entreprise avec une très forte financement pour des projets de protection d'espèces en Afrique, d'achat de terres, comme les 65 Km² dans le Coto Doñana dans l'embouchure du Guadalquivir espagnol, et l'appui aux fondations privés qui commençaient à administrer des anciens réserves naturels, comme la Fondation Charles Darwin dans les îles Galápagos en Equateur. Mais, surtout, le Fonds Mondiale devient le soutien intellectuel des gouvernements du Sud ainsi que le pilier financier des ONG locales qui dois exécuter ses orientations.

La WWF installa son siège à Washington, et prend en charge les Bureaux de conservation de la nature en Amérique latine (sauf le Brésil), ce qui génère un certaine prise de distance entre le schéma initial de l'UICN, caractérisé par l'appui aux politiques de Parcs nationaux dans les États, et celui du Fonds mondial, plutôt orienté vers un schéma de gestion de projets rentables financés par la banque multilatérale et les emprises des Etats-Unis.

Ceci a eu pour effet, comme le signale Maurice Strong, la perte de responsabilité politique (*accountability*) de la part de les Etats quant à l'orientation des ressources, produit d'un schéma purement mercantile où la nature devient un système économique, un «État corporatiste», une chaîne de succursales et une assemblée générale (Rutherford, 1999). Il y a là une différence fondamentale entre le WWF et l'UICN qui, tout au moins, devait montrer des résultats aux pays donateurs.

A la fin des années soixante-dix Edward Wilson, le père de la sociobiologie, encourage alors la création aux États-Unis de la Société pour la biologie de la conservation (*Society for Conservation Biology*), nouvel essai pour chercher la convergence entre spécialistes des sciences sociales, hommes politiques et économistes autour du concept de «développement

soutenable» (durable) et de la biodiversité. Avec une philosophie fort différente de celle du programme MAB et plus dangereuse sans doute, il devienne le défenseur du nouvelle l'eugénisme, qui cherche, à travers de la modification génétique sur des organismes vivants, à corriger les comportements des hommes a fin d'obtenir des sociétés meilleures.

En cherchant à partir de 1986 une restructuration du système national de gouvernement de la nature, on finit en réalité par soumettre l'UICN, chargée de l'orientation de la conservation dans le monde, au WWF, plus efficient et plus rentable économiquement et dirigé principalement depuis les Etats-Unis. Le bureau des États-Unis du WWF devient alors le principal bailleur de fonds et on tente, avec la «Stratégie mondiale de la conservation», de sortir à nouveau de l'impasse des graves impacts de l'environnement dans les pays en voie de développement, sans rompre avec des attitudes d'intervention arbitraire.

L'idée du développement soutenable ou durable, chère aux Européens mais défendue maintenant par les Nord-américains, tente d'intégrer la variable économique à une vision environnementale plus libérale à l'encontre du préservationnisme paradoxalement associé alors à la «Vieille Europe»¹⁴ et à la (maintenant) viei-

¹⁴ Pour reprendre le mot récent du Secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, à propos de l'attitude « anti-américaine » de l'Allemagne et de la France quant à l'intervention en Iraq. Cf. *La « Vieille Europe »*. *Accrochage entre la France et les États Unis sur l'Iraq* Pp.2. Libération. Vendredi 24 Février 2003.

lle UICN, bouc émissaire de tous les échecs que les scientifiques des Etats-Unis et l'Angleterre entre autres, avaient provoqués. On pose donc comme alternative une gestion plus planétaire, mais dirigée par les Etats-Unis, sous le paradigme de sécurité et de la multi culturalité en vogue. Pendant ce temps, l'UICN perd progressivement son rôle et seuls quelques-uns de ses membres participent à l'élaboration de Plans de conservation nationale comme celui de Grande Bretagne.

Les Etats-Unis commencent alors à rédiger le «Rapport global 2000, base conceptuelle pour la Stratégie de conservation mondiale», époque qui coïncide avec le développement fort rapide des adhésions nord-américaines aux nouvelles organisations environnementales. Des organisations nord-américaines comme la Fédération de la vie sauvage avaient 4,5 millions de membres, la société Audubon, 425,000 et le Sierra Club, 360,000, tandis que Greenpeace en compte plus de 450,000 membres pour 50,000 à peine en Grande Bretagne, 91,000 à WWF- Suisse et 30,000 à *Friends of the Earth* (Holdgate, 1999).

Ce n'est qu'en 1987 que commence vraiment le boum de la mise en place des Stratégies globales de conservation et de développement durable dans des pays comme le Costa Rica, le Kenya, le Botswana, la Jordanie, la Mauré-

tanie, le Népal, le Pakistan, la Zambie et le Zimbabwe. De nouveaux projets sont alors conçus pour la Colombie, le Salvador et Oman. L'objectif de ces projets n'est autre que «d'alerter les personnes sur le développement durable», dans le cadre duquel devrait s'inscrire un agenda pour l'action. C'est une nouvelle conception qui, comme l'antérieure, vient des groupes scientifiques et économiques des Etats-Unis, Grande Bretagne et la suisse notamment, sous un habillage global:

«Les êtres humains dans leur quête pour le développement économique et la jouissance des richesses de la nature doivent arriver à un accord avec la réalité de la limitation des ressources et de la capacité des écosystèmes et prendre en compte les besoins des générations futures: c'est le message de la conservation. Car si l'objet du développement est de pourvoir au bien-être social et économique, l'objet de la conservation est d'assurer la capacité de la Terre pour soutenir le développement et supporter toute la vie»¹⁵.

La Banque mondiale voit dans ces Plans la possibilité de développer des Plans nationaux d'action environnementale qui seront développés dans de nombreux pays, y incluse la Colombie, imposant ainsi ses propres priorités comme banque internationale et non comme union internationale. C'est dans cette étape que surgissent les Sys-

¹⁵ Message pour la Stratégie de la conservation, signé par Mohamed Kassas, alors directeur de l'UICN, Mustafa Tolba, directeur de l'UNEP et John Loudon, prédécesseur du prince Philippe comme président du WWF.

tèmes régionaux de conservation pour l'Amazonie, les Andes et l'Himalaya, précurseurs du couloir biologique méso-américain, aujourd'hui appuyé par tout un pool d'institutions comme la Banque mondiale, la GTZ (Agence de coopération internationale d'Allemagne), le BID, le WRI (*World Resources Institute*), l'UICN, le WWF et les nouvelles grandes ONG environnementales nord-américaines comme CI (Conservation International), TNC (*The Nature Conservancy*) et le nouveau Fonds global de l'environnement (GEF), financé surtout par la Banque mondiale. Cette «nouvelle proposition» de consensus présentée en juillet 2001 recueille toute cette expérience de conservation et forme un nouvel assemblage pour la gouvernance suprarégionale. Présentée par Kenton Miller, vice-président de l'Institut de conservation et de développement international et la (WRI) World Resources Institute, dont le siège est à Washington, ils commencent à répandre le concept de bio région dans la Stratégie internationale pour la biodiversité, comme la nouvelle stratégie d'intervention, pour la périphérie bio diverse.

10. La construction environnementale de l'Amérique Latine

La nécessité d'une justification d'une action plus rentable pour les donateurs permet de mettre sur le tapis le problème de la perte de la diversité

biologique des pays en voie de développement pour le développement de l'industrie alimentaire et pharmaceutique, un problème concret qui pourrait générer de grands profits et attirer les investissements privées.

La vieille dichotomie entre préservationnistes et écologistes économiques semblait augmenter, ce qui montrait bien l'urgence de l'apparition d'un nouveau paradigme, cohérent avec la transformation d'un nouveau régime global dont le référentiel mercantile dépassait largement la confrontations entre États de l'UICN et du système des Nations Unies. La biodiversité signifiait une manière d'articuler l'économie et la culture, les présupposés de la nouvelle globalisation.

C'est dans ce changement que l'UICN décide de modifier sa propre organisation et de nommer un nouveau président, cette fois-ci du Tiers monde, un descendant des travailleurs indigènes de la Guyane ex-anglaise, un pont de l'ex-Empire colonial anglais au milieu de l'Amérique du Sud espagnole et portugaise. Sa proposition exprimait ce que la majorité des pays du Sud faisaient leur:

«Un développement durable jusqu'à ce que les pays développés soient intéressés à commencer le développement. Rien n'est soutenable s'il n'y a pas de développement Et là où il n'y a pas de développement, il deviendra une priorité, éloignant le peuple des terreurs de la pauvreté. La préoccupation pour la pauvreté et l'intérêt pour le pauvre doivent

faire partie de ce qui nous concerne».¹⁶

On commence alors à écouter les voix du Sud, à entendre des déclarations sur l'inégalité des orientations et des bénéfices dérivés de la Stratégie de la conservation entre le Nord et le Sud. Tandis que l'agenda des premiers considère le problème de la contamination, de la consommation, des déchets, des recherches militaires et des relations entre pays, les seconds envisagent de réviser les causes de la détérioration environnementale, la violence, et la nécessité d'examiner les stratégies économiques et sociales qui sont la cause de l'instabilité et de la pauvreté de ces pays.

On estime aussi nécessaire que les populations locales participent au mouvement conservationniste pour obtenir la légitimité des actions du Nord, sans considérer le débat sur le déséquilibre entre le Nord et le Sud en termes d'agriculture, de commerce et d'inégalités économiques et sociales qui sont tous des éléments sans lesquels il ne saurait y avoir conservation.

Ce débat affecte de toute manière le développement de la Stratégie préparée pour la Conférence sur le développement et l'environnement à Río 92. La réunion entre le Département de la vie sauvage et des sciences de la pêche du Texas, le WWF, l'Agence américaine pour le développement in-

ternational et l'Association américaine pour l'avancée de la science, dont Edward Wilson était l'orateur principal, allait inscrire la biodiversité dans sa dimension biologique et culturelle comme partie de l'Agenda de Rio.

Avec ces nouveaux apports, on construit une nouvelle Stratégie qui, traduite par deux nord-américains et un anglais à la tête de l'UICN, du WWF et du WRI, débouche sur le concept du «*sustainable development*» (le développement durable), puis sur la création de la Commission pour le développement durable et de la Convention sur la diversité biologique, qui allait servir de guide à la Conférence et à l'Agenda de Rio. On voit comment le Forum de la rhétorique politique et scientifique de la vieille garde (UICN, WWF et WRI) se transforme avec l'aide du Forum scientifique émergent (Wilson) en un nouveau Forum scientifique-économique-commercial.

L'accès à la biodiversité, au développement biotechnologique et à la propriété intellectuelle de sa transformation devient le cheval de bataille de biologistes et d'industriels de l'ensemble des entreprises (*The Pharmaceutical Manufacturers Association (Pharma)*, *The Association of Biotechnology Companies (ABC)* et l'Association industrielle de biotechnologie- IBA) près du gouvernement des Etats-Unis. Ce cartel allait plus tard

¹⁶ Shridath Rampal 1991. "A question of survival. IUCN bulletin", Vol. 19, No. 4-6 April/June, cité par HOLDGATE W. *The Green Web*, Op cit. Pp. 64.

défendre le nouveau consensus entre les gens et la protection de la nature à travers l'économie et le commerce et la nécessité d'une nouvelle gouvernance globale (Cf. Rist). Cette conjonction d'arènes politiques termina par ce que certains appelèrent une stratégie complexe et opaque qui justifie les nouvelles réinterprétations de la domination

11. La «sympathie critique» du Sud ou l'attitude des gouvernés

Quelques peu représentants des pays du Sud tel que le président Swaminathan de l'Inde lors de la réunion préparatoire à la Conférence sur le développement et l'environnement entendaient les nouvelles agendas environnementales dans le cadre de la protection des droits de l'homme, position qui, petit à petit, fut dénaturée par le discours de la rentabilité, des produits et des contrats:

«Tandis que les violations des droits de l'homme affectent les individus, les violations de l'héritage humain altèrent les supports de la vie de telle manière que les dommages génétiques auront des résultats sur les générations futures. Les violations de l'héritage naturel minent la sécurité des moyens d'existence des générations présentes et des générations futures, en particulier des pauvres».¹⁷

Bien que l'on ait nommé des fonctionnaires de pays du Sud dans des postes intermédiaires de la bureaucratie verte globale de l'UNEP, du WWF et de l'UICN pour que «les intérêts du Sud y soient représentés», on peut douter que certains d'entre eux aient été réellement des représentants des intérêts de leur pays et encore plus des diplomates et penser plutôt qu'ils étaient tout simplement, comme dans le cas colombien, des fonctionnaires sous l'influence des organisations internationales.

Cette stratégie fit que d'anciens fonctionnaires de l'INDERENA et des représentants des ONG s'insèrent, comme simples particuliers, au nom des pays du Sud comme la Colombie dans l'écocratie globale pour légitimer au nom de la «société civile du Sud» la consolidation de la domination du monde vert, cette fois-ci sous l'empire du marché.

Ce théâtre du Sud, exprimé par des attitudes individualistes, allait avoir une grande influence sur la possibilité d'une politique cohérente et claire de défense des intérêts du Sud, brisant les possibilités de créer des alliances régionales, divisant les institutions publiques et les organisations sociales et détériorant ainsi le sens de l'appartenance nationale.

En 2000, le ministre colombien de l'environnement (tout à la fois mem-

¹⁷ SWAMINATHAN Monkonbu. Address to the Ottawa Conference. JACOBS and MUNRO. Conservation with Equity. Cité par HOLDAGTE, *The Green Web* Pp. 66, 159.

bre de l'UICN, fondateur de la Fondation Pro Sierra de Santa Marta-, coordinateur de plusieurs événements internationaux sur la protection de la biodiversité et autoproclamé le représentant de la société civile), passe outre sur les dénonciations et la disparition ultérieure des représentants indigènes du peuple Emberá dans le département de Córdoba (Pernía, 1999) qui protestaient pour leur expulsion et leur relocalisation forcée, conséquence de la construction du barrage de Urrá près du Parc national de Paramillo.

Tout porte à croire aussi que les anciens « conservationnistes » des années soixante, maintenant au gouvernement, sont ceux qui soutiennent avec le plus de force dans l'année 2000, des nouvelles formes d'intervention dans la Biodiversité, avec des grandes projets de exploitation pétrolière, la mise en œuvre des politiques de fumigation chimique, dans les territoires peuplés par des communautés indigènes dans les forêts tropicales de l'Amazonie et de l'Orinoquie colombiens.

Un bon exemple de ces incohérences le fournit le cas du projet d'application du champignon *Fusarium Oxysporum* (arme biologique) présenté par l'Institut Alexander von Humboldt (Institut colombien de recherche des ressources biologiques) comme un moyen

d'éradiquer les arbustes de coca, le remplacement du cannabis des années soixante-dix, présentée comme le fléau de la jeunesse nord-américaine.

Avec l'utilisation de ce champignon modifié génétiquement qui permet d'envahir une plante, le sol et tout un écosystème, le département de la défense et l'agriculture des Etats Unis cherchaient à expérimenter une nouvelle stratégie: de «contrôle biologique», fruit de travaux de recherches menés après la Seconde guerre mondiale d'abord par l'URSS (Russie) puis par les Etats-Unis. La modification génétique de ce champignon serait d'ailleurs brevetée par celui qui plus tard allait devenir le conseiller du ministère de l'agriculture des Etats-Unis, David Sands (Hammond 2001)¹⁸. Avec l'appui du Programme des Nations Unies de Lutte contre les Drogues (UNDCP), on devait expérimenter l'utilisation de ce champignon pour l'éradication du pavot en Afghanistan et de la coca dans l'Amazonie colombienne.

Tandis que la Colombie organisait les réunions du Protocole sur la biosécurité, le ministère de l'environnement préparait le projet d'application de «contrôle biologique» pour l'Amazonie, inspiré par l'UNDCP et la Secrétariat d'État des Etats-Unis Amazonie,

¹⁸ Rapport présenté au forum sur "La guerra contra las drogas y el uso de agentes biológicos" Universidad Andina Simón Bolívar, Quito. Cf. aussi Sunshine Project. www.sunshine-project.org. JIGWOOD Jeremy. *La Guerra bioquímica contra los cultivos ilícitos: El caso del Fusarium*. Dans: Erradicación forzosa y conflictos: acción andina. No. 4-Juillet 2001. Tercer Mundo Editores. Bogotá.

jusqu'à ce que la pression nationale et internationale et le Sénat colombien les oblige à se rétracter¹⁹.

De telles incohérences amènent certains à s'interroger sur les objectifs des défenseurs de la conservation, leurs origines conceptuelles, les justifications de leurs modes autonomes d'agir et de leur responsabilité quant aux effets sur les droits fondamentaux de la population.

Cet exercice contrastait de manière paradoxale avec l'attitude de quelques scientifiques étrangers qui s'efforçaient de défendre, plus que n'importe quel colombien, les écosystèmes des forêts andines et se risquaient même à défendre les communautés indigènes et noires du Cauca et du Pacifique. Ce qui faisait dire à certains que l'on était arrivé en Colombie à un processus de «colombianisation» des conseillers internationaux, puisqu'on a vu dans certains cas isolés des anciens fonctionnaires du gouvernement des États-Unis qui devenaient d'ardents défenseurs des propositions des mouvements locaux de résistance et les accompagnaient dans leurs luttes pour la protection des droits de l'homme. On a même vu le cas d'un sénateur démocrate nord-américain (Paul Wellstone) voyager au sud du département de

Bolívar et au Putumayo pour expérimenter sur lui-même, les impacts des fumigations aériens de glyphosate.

La perspective de la «sympathie critique du Sud» s'arrête quand l'intérêt pour la protection de l'environnement des autres affecte économique et politiquement ses intérêts particuliers. Cette attitude soutient la pénétration des corporations et entreprises biotechnologiques dans leurs territoires et en même temps dans les espaces de décision de politique publique, tels que les comités de biosécurité.

Cela permet d'aider à comprendre comment les contingents militaires et commerciaux américains reçoivent une invitation aimable pour occuper les réserves des ressources stratégiques situées sur les flancs des plaines de l'Orénoque et des forêts de l'Amazonie et du Pacifique. Quoiqu'il en soit, l'aide américaine est possible avec elle sous ses formes d'intervention grâce à la sympathie critique du Sud.

12. Les puissances de la biodiversité lors du Sommet de Rio de 1992

Le Sommet sur la Terre de Rio de 1992 marque une nouvelle étape de l'incursion officielle des gouverne-

¹⁹ *Proyecto: Formas alternativas integrales y productivas de protección de la Biodiversidad en las zonas afectadas por cultivos de coca y su erradicación.* (SINCHI et Instituto "Alexander von Humboldt" 2000) Il s'agit du projet pour la mise en place du contrôle biologique dans l'Amazonie colombienne que l'on a déjà mentionné. Ce projet prévoyait l'aspersion de *Fusarium oxysporum*, un champignon interdit en Floride à cause des impacts toxiques sur l'environnement et la santé humaine.

ments des pays du Sud dans les conférences internationales sur l'environnement, car ce sont eux qui paraissent détenir la richesse naturelle, tandis que les autres (les pays du Nord) apparaissent comme les pauvres, dépendant... de la diversité. Cependant, malgré les apparences, le cadre dans lequel se dessine la diplomatie ne change pas le cadre de subordination des pays du Sud. Avec les nouveaux schémas de ressources financières des pays du Nord à travers les systèmes de répartition de bénéfices dans le nouveau commerce de la biodiversité et du développement durable, on entre en effet dans le jeu de la «grande négociation» (*The Big Bargain*) entre nouveaux langages et cadres cognitifs, élaborés d'avance par les médiateurs internationaux, et de vieilles revendications en faveur de sociétés plus justes.

«La Conférence sur la biodiversité garantit le droit indéniable des pays en voie de développement à être les usagers des dividendes économiques de la biodiversité»

Les nobles propositions des pays du Sud ont toujours figuré en bonne place dans les préambules des Conventions. Mais cela n'a pas de véritable signification par rapport aux résultats des Conventions. Il est toujours possible de proclamer les meilleurs principes dans les préambules, tandis qu'on accepte exactement l'opposé dans le reste des traités.

On peut certes se demander au profit de qui la protection de la nature devient à partir du Sommet de Rio un

problème de transactions économiques pour assurer les meilleures affaires possibles. Mais il est clair que, après le consensus de Washington qui pousse à restructurer les Etats «non capables» et à privatiser les institutions publiques, le moment est arrivé de négocier directement sur la biodiversité. Les analyses dites «structuralistes» du problème de l'environnement comme un problème politique et social, associé à une structure politique et économique d'exclusion et subordonnée au mandat hégémonique, sont alors appelées à disparaître.

Désormais, la rencontre entre les sociétés de la différence et de la diversité et «ceux qui savent» formera la grande communauté multiculturelle et interdépendante qui, pour survivre, devra s'émanciper des vieilles et fort abîmées barrières nationales des «autres».

Mettre en évidence les problèmes des castes, des cultures et des races inférieures permettra de générer de nouveaux acteurs qui, enfin, pourront participer comme individus au grand marché du grand contrat de la biodiversité.

13. La politique domestique des Etats-Unis pour la protection de la biodiversité globale: la sécurité nationale et la défense de la propriété intellectuelle.

Bien que des scientifiques notamment des Etats-Unis soient ceux qui proposèrent le «nouveau régime» de

la biodiversité, ils mirent un an avant de signer la Convention sur la biodiversité et jusqu'à présent (2003) refusent de la ratifier, sans que cela signifie qu'ils n'y participent pas en tant que médiateurs.

On a vu comment le forum scientifique ou si l'on veut en termes de Haas, «la communauté épistémique» formée par les biologistes, les écologistes et les économistes ont construit les bases pour l'apparition d'un nouveau régime de protection de la biodiversité à partir de l'idée de la perte progressive d'espèces et d'habitats sur la Planète. On a vu aussi comment ce forum où participent des scientifiques du WRI, de l'UICN et du WWF, auteurs de la Stratégie globale de la biodiversité, joue un rôle important dans la construction nationale de la décision politique grâce à l'influence d'une communauté de membres, «les experts», dans les communautés de politiques publiques.

Mais, les niveaux forts élevés d'incertitude scientifique que présente la biodiversité constituent un paradoxe, encore dix ans après Rio 1992. La profondeur et la signification du problème n'est pas encore complètement compris. On recourant à une métaphore, on pourrait dire que la communauté épistémique malgré tous ses efforts pour constituer une arène de négociation, un agenda global, continue d'ouvrir la boîte de Pandore. Néanmoins, les diverses interprétations et les différents niveaux d'analyse n'empêchent pas la construction d'un nouveau régime de conservation. Le

texte préparé par l'équipe de l'UICN et WWF avec l'appui du Groupe *ad hoc* dans le cadre du PNUE a survécu, malgré d'importantes réformes, à la négociation du traité et principes et obligations fondamentales s'y maintiennent au moment de la signature des 178 gouvernements.

Cependant, bien que sa fonction soit d'orienter les gouvernements quant aux formes d'aborder le problème et d'orienter la politique, Raustiala note que, curieusement, ce n'est pas ce qui a servi pour orienter la position des États-Unis. Il existe certes diverses interprétations possibles de cette affirmation de Raustiala, mais il est certain que dans le *lobby* avec le gouvernement de États-Unis, grande partie du «langage de l'UICN» n'était plus utilisé quand les négociations touchaient le terrain des négociations des firmes privées.

Quand les experts touchaient le thème de affaiblir les droits de la propriété intellectuelle et la nécessité qu'exprimaient les pays du Sud de participer de manière équitable dans le commerce des ressources, thèmes que certains jugeaient comme «périphériques» à celui de la conservation, leur influence dans le gouvernement était minime. Mais quand il s'agissait de réaliser des actions de *lobby* pour que les États-Unis signent le traité l'année suivante, ces mêmes experts étaient effectivement écoutés par l'administration Clinton.

On pourrait dire qu'une fois convenu avec les groupes industriels ce

que devait être l'objet de la CDB, le Président pouvait respecter à la lettre les énoncés environnementaux «ambigus» sans affecter les intérêts ou l'emploi des américains. A l'initiative du secteur privé, un groupe de travail d'ONG et de firmes biotechnologiques et pharmaceutiques, y incluses Merck, Genentech et WRI, est créé en 1993 pour discuter de divers aspects de langage utilisé dans le traité. Ce groupe, après avoir évalué le système interprétatif en partant des intérêts des Etats-Unis, finit par se convaincre que la convention était «sûre» pour les compagnies (ou tout au moins n'était pas dangereuse pour leurs bénéfices) et que la signature des Etats-Unis était essentielle.

En août de cette même année, le président Clinton décide donc de signer la Convention, tandis qu'un groupe intersectoriel précisait que le traité n'impliquait aucun changement dans la législation des Etats-Unis et pouvait donc être mis en place dans le cadre des programmes existants²⁰. Pour certains, l'importance de cette communauté épistémique de biologistes, d'écologistes et de juristes environnementalistes résidait dans la nécessité de permettre une concertation des intérêts des États-Unis et de ceux « du reste du Monde » dans un traité global pour éviter l'extinction des espèces, dans une arène de négociation qui

facilite la création d'une convention internationale, la CDB.

Le fait que les États-Unis en tant que pays à l'origine de la source épistémique de la CDB se refusent à la ratifier ne signifie pas que la convention ne bénéficie ni à eux ni aux intérêts du secteur privé. En réalité, on trouve de tout dans les articles de la Convention, même la protection de l'emploi des américains. Cependant, il faut bien comprendre pourquoi à Rio, comme le dit le président Bush père:

«Le leadership exige souvent d'être seul (Raustiala: 1997)²¹».

«Etre seul» ne signifiait pas nécessairement s'isoler du processus. Bien au contraire, cela signifiait participer d'une manière active au *lobby* bilatéral des processus de négociation aux côtés de pays comme la Suisse, la Grande Bretagne et le Canada et également de la «communauté épistémique» elle-même. De la même manière, l'équipe d'appui de la Grande Bretagne, constituée par le WWF, le *Kew Botanical Gardens*, *Imperial Chemical Industries* et *the Congress of British Industries*, cherchait à avoir une incidence sur les positions des pays en voie de développement et à obtenir un texte final qui soit plus avantageux pour les emplois des américains, des anglais et des canadiens mais surtout du secteur privé.

²⁰ RAUSTIALA KAL The US Response to the global biodiversity loss. Dans: Global biodiversity protection in the United Kingdom and the United States. Pp. 52.

²¹ RAUSTIALA Op. Cit. Pp50.

Par ailleurs, les Etats-Unis appuyaient l'identification et le suivi des ressources biologiques et la promotion de la conservation *in situ* et *ex situ*, ce qui signifiait l'extension d'une expérience très importante de leur politique de conservation *in situ*, sans compter que les banques de ressources génétiques provenant de zones tropicales les plus importants se trouvaient sur leur territoire. D'autres thèmes «en marge» de la biodiversité touchaient eux aussi la substantifique moelle des intérêts des entreprises de biotechnologie, des firmes individuelles et des associations d'industriels comme voix prédominantes du processus politique. Des thèmes comme l'affaiblissement des droits de propriété intellectuelle sur les innovations et les procédures de la biotechnologie, une obligation possible de transfert de technologie vers les pays du Sud et la régulation de la biodiversité applicable aux ressources dérivées de cette technologie étaient des thèmes sur lesquels on n'avait pas l'intention de céder, ce qui amena à dilater et à intensifier le processus de négociation. Pour les Etats-Unis, ce qui résulta de toutes ses discussions est un traité incomplet qui traitait trop de thèmes d'une manière insatisfaisante pour tous les participants, comme le montre bien ce dialogue entre la presse et la délégation des Etats-Unis lors de la CNUED

Question d'un journaliste non identifié:

«Je voulais juste vous interroger sur l'attitude réelle du gouvernement

des Etats-Unis face à ce Sommet. Ici, votre délégation a vraiment été fort constructive, tandis qu'à Washington, les fonctionnaires de l'administration ne parlent pas avec les journalistes et qualifient tout ce qui se passe ici comme "un cirque"... Laquelle des deux approches représente la position réelle des États-Unis face à cette conférence?»

Réponse de Michael Young, Sous-secrétaire adjoint pour les affaires économiques du Département d'Etat des Etats-Unis:

«Cirque n'est pas péjoratif. J'estime, nous estimons que c'est la manière la plus aimable...» (Raustiala: 1997).

14. Libéralisme et sécurité: la stratégie globale de la biodiversité

Bien qu'après le Sommet de Rio on note un certain changement dans la structure organisationnelle de la domination de l'approche bioéconomique dans l'écologie de systèmes, on peut dire que ce qui se renforce c'est une attitude économique-commercielle quant à la nature comme manière de justifier l'intervention de entreprises sur les ressources de la Terre.

Jamison signale trois manières grâce auxquelles les Etats-Unis donnent sa forme d'expression culturelle et institutionnelle à l'école dite de «l'écologie de systèmes». Tout d'abord, avec l'industrialisation de la science et l'influence de l'organisation industrie-

lle qui permet de voir l'écologie comme une ingénierie technique et sociale; ensuite, avec la capacité et la popularité des Etats-Unis quand il s'agit de développer des technologies informatiques de modèles mathématiques appliqués au processus naturels et enfin, avec la tradition américaine de combiner l'influence de l'ère utilitariste de la préservation avec la tradition des années Trente quant à la planification régionale, ce qui facilitait le développement d'une écologie qui permette la gestion et le contrôle environnementaux sur une grande échelle (Rutherford, 2000)

A partir de là, les Etats-Unis vont donc traduire leur nouveau cadre global institutionnel et culturel pour le monde. La notion elle-même d'environnement exprime d'ailleurs une problématique développée par des scientifiques spécialistes du discours de l'écologie.

Ce discours fournit ce que Rose et Muller (1992) appelèrent «la machinerie intellectuelle de l'environnement» qui structure d'abord le champ normatif et institutionnel dans lequel les gouvernements et les programmes se retrouvent publiquement, de même que leurs résultats. Ils fixent ainsi une technologie gouvernementale qui oriente et qui «problématise» l'ambiance dans laquelle on construira les normes juridiques avec la justification très générale du bien-être et de la sé-

curité de l'humanité (de la population des Etats-Unis), ce qui donne une rationalité écologique et permet l'auto contrôle et la régulation externe.

Dans cette perspective, les groupes d'intérêt doivent guider le gouvernement. C'est pour cette raison que le libéralisme s'oppose à l'idée que le gouvernement oriente et régule les activités privées car il n'a pas connaissance de tout et doit donc se laisser guider par elles.

Dans une relation entre connaissance et gouvernement, l'économie assume une grande autonomie, loin des nécessités de l'État, ce qui dissout l'unité entre connaissance et gouvernement, entre le forum politique et le forum scientifique ce qui provoque l'inversion de l'équation «à régulation maximale, effectivité du gouvernement elle aussi maximale». Il en résulte une nouvelle relation entre gouvernement et connaissance, une nouvelle «raison gouvernementale dans une configuration politico systémique à la fois nouvelle, compliquée et instable»²².

Cette machinerie intellectuelle reproduit, à travers des médiateurs comme le WWF, conseillers de politique auprès des gouvernements, une translation de langages, de cultures et de formes de «diminuer la taille des États», remplacés alors par des firmes «plus légitimes» qui entrent en contact direct avec les communautés locales dans le cadre de ce que Ellinor Ors-

²² COLIN GORDON cité par RUTHERFORD 1991 *The entry of life into history*. Pp. 49.

tom appellerait «l'action collective». C'est dans ce cadre que se construit le discours de la participation, dans une nouvelle forme d'objectivisation du gouvernement en accord avec la globalisation.

Lors du quatrième congrès mondial des Parcs nationaux en 1992, le WWF estimait déjà que: «les approches pour réconcilier les besoins des populations locales avec les zones protégées ont été des approches “de haut en bas”, qui ne prennent pas en compte les besoins des communautés locales, argument que les communautés indigènes brandissent depuis la Conquête. La stratégie est toujours de “les appuyer” pour “les éduquer” et “les intégrer” plus que de les laisser participer».

Cette «découverte» que l'on défendait depuis la réunion de Caracas dans les années cinquante est maintenant institutionnalisée dans la manière dont on légitime le discours du développement durable dans les processus de coopération internationale entre le Nord et le Sud. Dorénavant, on exprimera ainsi la participation dans la légitimation du mandat du développement durable :

«Les nations et les peuples qui dépendent de la diversité biologique doivent, pour leur bien-être économique, veiller à ce que les intérêts économiques servent à un “développement durable” qui évite la perte des espèces»²³

La nécessité d'inscrire cette société de réseau dans la structure économique s'exprime donc dans l'appel que l'on lance pour s'assurer que les réseaux globaux incluent toute la structure de la société (en particulier, les peuples indigènes et locaux) et interagissent avec les organisations globales (scientifiques et des entreprises) à travers un système d'information global qui ait une couverture de tous les écosystèmes, depuis une structure moléculaire jusqu'à l'ensemble planétaire de la biosphère.

15. A manière de conclusion: Le Forum de la communauté de politique publique: Etats, experts et marchés: politiques globales et politiques domestiques

Le forum de la communauté de politiques publiques est constitué de diverses catégories de champs ou de sous univers de sens. C'est aussi en même temps un champ de forces doté d'une structure, d'un champ de luttes pour conserver ou pour transformer ce champ de forces. Les communautés épistémiques (de scientifiques ou de «savants»), les États et les firmes multinationales créent par leurs relations dans le Forum de la politique de la biodiversité l'espace même qui les définit, et que n'existe que grâce aux champs qui s'y trouvent placés et «qui

²³ STRONG Maurice. Bulletin de l'UICN, 1992. Cité par HOLDGATE, The Green Web, Op.Cit, p.

déforment l'espace» à leur voisinage en conférant une certaine structure de relations.

C'est dans la relation entre différentes visions de monde que s'engendre le champ scientifique, politique, économique, culturel. Le rapport de forces qui le caractérise est un «rapport de forces spécifique, proprement symbolique, étant donné la nature de la force capable de s'exercer dans ce champ, espèce de capital symbolique» (Bourdieu, 2001) qui agit dans la communication et la négociation. Le poids associé à un acteur comme par exemple un État comme les États Unies et ses alliés, qui subit le champ politique en même temps qu'il contribue à le structurer, dépend de sa position relative envers les autres États dans un espace de rapports de force.

La force attachée à un group d'acteurs (États, communautés scientifiques, firmes, communautés locales) dépend de ses différents atouts, de facteurs différentiels de succès que peut lui assurer un avantage, c'est-à-dire du volume et de la structure du capital de différents types qu'il possède. Si le capital scientifique est une espèce particulière de capital symbolique, fondé sur la reconnaissance et la connaissance, la structure de la distribution du capital détermine la structure du champ. Or la structure de la distribution du champ détermine le rapport de forces entre différents agents scienti-

fiques dans le grand champ ou forum de politiques publiques. La maîtrise d'une quantité importante de capital par un État lui confère un pouvoir sur le champ, y compris sur les agents moins dotés de capital (États non développés ou faibles technologiquement), et commande la distribution de chances de profit. La structure du champ politique définie par la distribution inégale de capital symbolique pèse, en dehors de toute interaction directe, intervention ou manipulation, sur l'ensemble des acteurs, restreignant plus ou moins le nombre de places possibles dans le forum, c'est à dire dans cette distribution.

Le champ de la biodiversité constitue un champ des forces dont les rapports entre des acteurs déterminent la structure de sens. En conséquence, c'est à l'intérieur de ce forum de négociation que la politique est construite. Pourtant, la politique comme on l'a vu n'est pas une politique entièrement globale. On peut démontrer comment des courants, ou lignes de politiques liés à des processus domestiques, affectent l'orientation des politiques globales, qui à leur tour se traduisent par des politiques sectorielles dans les pays du Tiers monde. Un exemple c'est la Convention sur la biodiversité, née des centres épistémiques provenant des États-Unis notamment, et implanté comme Politique de la protection de la biodiversité dans les pays du Sud.

²⁴ (LASCOUMES Pierre, 1997 : 77) « Les récits d'environnement, un patchwork mal cousu » dans *L'éco pouvoir*.

A l'intérieur des Etats, les acteurs impliqués dans ces représentations sont de divers types et s'y mêlent les experts liés au Centre d'information international, les décideurs politiques, et la société civile (Lascoumes, Pierre, 1997: 77)²⁴. Les premiers, les experts et les scientifiques, ont une lecture «scientifique» qui sert de point d'appui à leurs diagnostics. Chaque protagoniste politique a ses experts (issus de l'Institut Alexander Von Humboldt, le Ministère de l'Environnement, les Universités) qui, à certain moment, s'affrontent aux «experts médiatiques», aux ONG et aux représentants des communautés ethniques.

Dans le cas de la Colombie, ces experts appartiennent aux institutions nationales de recherche scientifique constamment en rapport avec les communautés scientifiques des Etats-Unis.

A niveau international, les communautés scientifiques appartenant aux ONG (WRI, UICN et WWF), les Jardins botaniques (*The Royal Botanical Gardens Kew*, *The New York Botanical Garden* et *The Missouri Botanical Garden*), les Universités de Harvard et de Californie, le Cambridge Monitor Centre comptent une majorité de membres des Etats-Unis et de Grande Bretagne partagent des perspectives similaires et conseillent les gouvernements du sud, dans une négociation en apparence globale²⁵.

Le deuxième groupe d'acteurs sont les hommes politiques représentants de chaque Etat, divisées en deux catégories: les applicateurs (avocats), chargés de la mise en œuvre des réglementations, et les négociateurs (économistes), qui, conseillés par les scientifiques, participent aux négociations globales.

Les applicateurs dans leurs discours mettent l'accent sur les défauts de cohérence et les déficits d'application de leurs décisions. Les négociateurs, soulignent dans leurs interventions les dilemmes d'action dans lesquels ils sont pris et les effets négatifs de ces contradictions.

Le troisième groupe, celui de la société civile, inclut le mouvement environnementaliste local, et les délégués des groupes autochtones (communautés afro-américaines et indiennes). Ces mouvements comprennent divers positionnements politiques, et participent dans le forum de la politique publique comme porte-parole de la société civile et ONG locales, et comme conseillers des fonctionnaires publiques. Parmi les groupes autochtones, certains se présentent comme issus des formes globales émergentes et d'autres comme issus des formes localisées de socialisation contestataires.

Quelques-uns enfin apparaissent comme des représentants des peuples indigènes du monde, en étant soute-

²⁵ C'est le cas par exemple de Martin Holdgate, chef de l'UICN, et citoyen anglais, très proche du gouvernement de l'époque. Cf. RAUSTIALA Karl. *Op. cit.* P.52. La position anglaise, très éloignée de celle de l'Union européenne dans les négociations

nus par des ONG globales (*Indigents Peoples Biodiversity Network* ou IPBN,) ou encore, s'expriment en tant que délégués des organisations historiquement localisées (ONIC, Organisation nationale indienne de Colombie).

Chaque constellation d'acteurs exprime un récit particulier dans le forum de politiques publiques. En même temps, ils partagent une même approche, celle de la pertinence de la politique de la biodiversité. Dans le cas précis de l'accès aux ressources génétiques, la légitimité pragmatique de cette approche s'appuie sur la capacité de produire des résultats tangibles tels que des ressources économiques supplémentaires, une délimitation de territoire, ou encore des accords cadres de protection de la propriété individuelle ou collective.

Mais cette vision du monde partagée est fortement liée aussi aux positions dérivées du contexte des rapports internationaux dans la construction du cadre global.

En effet, les politiques domestiques des États hégémoniques quant à la préservation de la biodiversité globale s'imposent lors de la négociation internationale quand ils défendent la sé-

curité nationale et la propriété intellectuelle des entreprises privées. Par ailleurs, les politiques de protection de la biodiversité domestique dans les pays subordonnés sont orientés vers le contrôle et la facilitation de l'accès aux ressources et connaissances, la défense de du droit en tant que pays d'origine en cherchant une «juste» distribution des bénéfices économiques.

Les groupes sociaux autochtones émergents devenus d'un jour à l'autre les propriétaires des biens collectifs de la planète hésitent entre une négociation monétaire plus «juste» avec les entreprises biotechnologiques et la négation de tout forme de commerce et de propriété sur ces connaissances traditionnelles. Dans cette médiation entre marchés et communautés, quel est donc devenu le rôle de l'Etat dans les pays « méga divers », considéré comme le principal détenteur du patrimoine national culturel et biologique?

Ce qui est évidente, c'est que dans un système international inégal de pouvoir, qui n'impose pas la même perte d'autonomie à tous les pays l'émergence des nouveaux acteurs transnationaux consolide la voie d'une «gouvernance sans gouvernement».

sur la biodiversité, a toujours été beaucoup plus poché de celle des Etats-Unis, bien qu'il n'y existe pas une industrie biotechnologique aussi développée. Mais la communauté épistémique des scientifiques (*Cambridge Monitoring Centers* et *Kew gardens*), des entreprises privées (*Imperial Chemical Industries, the Congress of British Industries*) et des organisations environnementales comme *World Wild Fund for Nature* en Grande Bretagne participent activement à la préparation des documents et de l'organisation de chaque Conférence des parties prenantes de la Convention sur la biodiversité.

Bibliographie

- Bacon, Francis, 1964 (1627) *La Nueva Atlántida...* (Buenos Aires: Aguilar)
- BORGES Jorge Luis. "Les Ruines Circulaires " dans *Fictions. Ouvres Complètes*. Paris, traduit par Editions Gallimard. 1993. P. 478. Buenos Aires, Emecé Editores S.A et Maria Kodama Borges, 1944, 1988, 1993.
- BOURDIEU Pierre, « La rhétorique de la scientificité dans *Langage et pouvoir symbolique* », Paris, Editions du Seuil 2001, p. 332.
- BOURDIEU Pierre. « Un monde à part » dans *Science de la science et réflexivité*. Paris. Raisons d'agir. 2000. P. 67 – 141.
- CODHES, Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento. *El Observatorio sobre Desplazamiento Forzado, Conflicto Armado y Derechos Humanos*. Cf. www.codhes.org.co.
- COLONOMOS Ariel. « L'acteur en réseau à l'épreuve de l'international » dans SMOUTS Marie-Claude. *Les Nouvelles Relations Internationales*. Pratiques et théories. Paris. Presses de Science Po. 1998. p 211.
- CORALINA. Corporación para el Desarrollo Sostenible del Archipiélago de San Andrés, Providencia y Santa Catalina. Campagne pour la déclaration de la RB « Seaflower » dans l'Archipel de San Andrés y Providencia. 1997-1998
- CORALINA UNESCO. *El MAB: Programa para afrontar la crisis*. Pp. 9. Dans: **Revista 360 grados**. Una visión global para entender los problemas ambientales que afectan nuestro pequeño rincón del Planeta. Corporación para el Desarrollo Sostenible del Archipiélago de San Andrés, Providencia y Santa Catalina. Solidaridad con las futuras generaciones. MAB. UNESCO.
- ELLIOT Lorraine. "Greening the United Nations. Future Conditionals », Australia. dans CONCA, K. Greening the United Nations: environmental organizations and the UN system. Third World Quarterly, 16 Australia. 1995.
- FOILLEUX, Eve. « La réforme de la politique agricole commune ». *Revue française de Science Politique*. Avril 2000. Volume 50. No. 2. Presses de Science Po. P.277-305
- FUNDACION PRO SIERRA. <http://www.fundaciónprosierra.org>. (20-08-00)
- HABERMAS Jürgen. *La technique et la science comme « idéologie »*. Gallimard. 1973. France.
- HAMMOND Edward. "Cultivos ilícitos, guerra biológica y legislación internacional." Rapport présenté au forum sur "La guerra contra las drogas y el uso de agentes biológicos" Universidad Andina Simón Bolívar, Quito. Cf.
- HERMET Guy, BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre, BRAUD Philippe. *Dictionnaire de la science politique et des institutions politi-*

- ques. Paris. 3^e. édition. Armand Colin. 1998. P. 114
- HOLDGATE Martin, *The Green Web*. A Union for World Conservation. IUCN. 1999. Earthscane Publications. London.
- Kloppenburg Jack Ralph. 1988 *The Political Economy of Plant Biotechnology*. First The Seed. 1492-2000. Cambridge University Press.
- LASCOUTES Pierre. *L'éco pouvoir, environnement et politiques*. Editions La découverte. Textes à l'appui. Paris. 1994. P 23
- Ministère de l'Environnement. SINA. GTZ, 2001. *Crisis Fiscal Colombiana. Estrategia Financiera. El Sistema de Parques Nacionales de Colombia*. Pp. 141. Parques con la Gente. Unidad administrativa Especial, Sistema de Parques Nacionales Naturales. Avances 1998 – 2000. Bogotá.
- Ministère des relations extérieures de Colombie et Programme des Nations Unies pour le développement - PNUD. GAVIRIA Cesar, discours, « *La deuda ambiental internacional* », *Documentos de la Conferencia sobre Medio Ambiente y el Desarrollo*
- MULLER Pierre, *Les Politiques Publiques*. Que sais je ? Paris, Presses Universitaires de Midi, 1998.
- Ministère de l'environnement. SINA. GTZ. *Crisis Fiscal Colombiana. Estrategia Financiera. El Sistema de Parques Nacionales de Colombia*. Pp. 141. Parques con la gente. Unidad administrativa Especial, Sistema de Parques Nacionales Naturales. Avances 1998 – 2000. Bogotá, 2001.
- MULLER Pierre. *Les politiques publiques*. Presses Universitaires de France. Que sais-je ? Paris. Troisième édition corrigée. Février 1998. Pp. 50
- PERNIA KIMY. Lettre de dénonciation, leader communautaire de la communauté Emberá assassiné en 2000 par des organisations paramilitaires près du Parc naturel national de Paramillo. Archives de presse sur l'occupation du peuple Emberá du ministère de l' environnement. 1999.
- PERROT Marie Dominique, RIST Gilbert, SABELLI Fabrizio. *La mythologie programmée. L'économie des croyances dans la société moderne*. Presses Universitaires de France. Paris. 1999 P.35
- RAUSTIALA KAL. The domestic politics of global protection in the United Kingdom and the United States. En: Global biodiversity protection in the United Kingdom and the United States. 1997
- RODRÍGUEZ NAVARRO Guillermo. Fundación Pro Sierra Nevada de Santa Marta. *Indigenous knowledge as an innovative contribution to the sustainable development of the Sierra Nevada de Santa Marta, Colombia. The elder brother's guardians of the heart of the world*. Ambio. Vol. 29 No. 7, Novembre 2000. Royal Swedish Academy of Sciences 2000.

- RUTHERFORD Paul. "The entry of life into history". *Discourses of the Environment*, Edited by Eric Darier. Oxford: Blackwell Publishers, 1999
- SAURUGGER Sabine. «L'Expertise: Un mode de participation dès golpes d'intérêt au processus décisionnel communautaire». *Revue française de Science Politique*. Vol 52, N° 4, août 2002, p. 375-401.
- SMOUTS Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales*, Pratiques et théories. Paris, Presses de Science Po, 1998.
- SINCHI, Instituto Amazónico de Investigaciones Científicas e Instituto de Investigación de Recursos Biológicos "Alexander Von Humboldt". *Proyecto: Formas alternativas integrales y productivas de protección de la Biodiversidad en las zonas afectadas por cultivos de coca y su erradicación*
- Sunshine Project. www.sunshine-project.org. JIGWOOD Jeremy. *La Guerra bioquímica contra los cultivos ilícitos: El caso del Fusarium*. Dans: Erradicación forzosa y conflictos: acción andina. No. 4-Juillet 2001. Tercer Mundo Editores. Bogotá
- The Crucible II Group. *Seeding Solutions: Options for national laws governing control over genetic resources and biological innovations*. Canada. Volume 2. 2001. P.18